

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 196

24 janvier 2008

### SOMMAIRE

Addenda S.A. ....	9406	Kasomar Holding II Aktiengesellschaft ...	9397
Agence Immobilière du Limpertsberg ...	9397	LAR Participations S.A. ....	9400
American Malls (Europe) S.A. ....	9399	Leris S.A. ....	9396
Ariana Fine Art S.A. ....	9364	Lorentz S.A. ....	9404
Bifund S.A. ....	9398	Lorentz S.A. ....	9404
Bita Electronique S.A. ....	9403	Lucon Finances S.A. ....	9407
Black Lion Beverages Luxembourg ....	9392	Macquarie Global Real Estate Advisors (Lux) S.A. ....	9407
Blue Power S.A. ....	9401	Madras Investments Holding S.A. ....	9398
Breva S.A. ....	9392	Maintenance Industrielle Générale S.à.r.l. .....	9405
Cape S.A. ....	9400	Maintenance Industrielle Générale S.à.r.l. .....	9405
Capmagella Holding S.A. ....	9407	MerchantBridge Holdings ....	9364
Clestra S.A. ....	9397	Monazur S.A. ....	9401
Copinesting Immobilière S.à r.l. ....	9400	Mortaguense S.à r.l. ....	9402
Creative Concept Company GmbH ....	9399	Munnerefer Stuff S.à r.l. ....	9404
Dimaleo S.A. ....	9405	Nutritional Technology Development S.A. .....	9401
Dimo S.à r.l. ....	9403	N.V. Réalisations S.A. ....	9400
DWS Access S.A. ....	9366	Onemore S.A. ....	9399
EB8 Finland Luxco S.à r.l. ....	9408	Otovitre S.A. ....	9362
Efitem S.A. ....	9398	Parquet Bembé S.à r.l. ....	9404
Elvire S.à r.l. ....	9403	Prolibra S.A. ....	9404
ETE S.A. ....	9401	Raw Patents S.A. ....	9362
Fimassi Holding S.A. ....	9406	ROLLINGER Chauffage/Sanitaire ....	9391
Fin-S S.A. ....	9397	S.E.A. - Société Européenne d'Alimenta- tion S.A. ....	9406
Fiparmo S.A. ....	9391	Serafim Holding S.A. ....	9363
G4S Technologies S.à.r.l. ....	9365	Serplus S.à r.l. ....	9403
Galden S.A. ....	9398	Société Immobilière du Lycée S.à r.l. ....	9396
Ganeça Holding S.A. ....	9405	Soparum ....	9364
Geofinance ....	9392	Sport Mode S.à r.l. ....	9403
Georose 7 ....	9399	Theophyllia S.à r.l. ....	9402
Group 4 Falck Technologies Luxembourg .....	9365	Undercarriage Participation S.A. ....	9408
Groupe Automobiles C.R S.A. ....	9362	Widee Holding G.m.b.H., License & Deve- lopment ....	9362
Groupe Automobiles C.R S.A. ....	9396	Y. S. Vyncke & Cie ....	9365
Immofinanz S.A. ....	9402		
Immofinanz S.A. ....	9402		
Joben S.A. ....	9406		
JP Residential II S.A. ....	9408		

**Raw Patents S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 15, avenue Emile Reuter.  
R.C.S. Luxembourg B 18.589.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*RAW PATENTS S.A., Société Anonyme*  
Th. Fleming / C. Schmitz  
*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2008006373/45/14.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2007, réf. LSO-CL07512. - Reçu 30 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080001646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

---

**Groupe Automobiles C.R S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2441 Luxembourg, 285, rue de Rollingergrund.  
R.C.S. Luxembourg B 103.074.

Les comptes annuels abrégés de la société au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2008.

*Pour la société*  
Signature  
*Un mandataire*

Référence de publication: 2008006509/7753/16.

Enregistré à Luxembourg, le 4 janvier 2008, réf. LSO-CM01226. - Reçu 89 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080001785) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

---

**Widee Holding G.m.b.H., License & Development, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1233 Luxembourg, 13, rue Jean Bertholet.  
R.C.S. Luxembourg B 51.899.

Le bilan au 31 décembre 2006 portant mention de l'affectation du résultat de l'exercice a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2008.

*FIDUCIAIRE BENOY CONSULTING*  
Signature

Référence de publication: 2008006372/800/15.

Enregistré à Luxembourg, le 28 décembre 2007, réf. LSO-CL07103. - Reçu 14 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080001557) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

---

**Otovitre S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.  
R.C.S. Luxembourg B 84.391.

L'an deux mille sept, le onze décembre.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de OTOVITRE S.A., R.C.S. Luxembourg N ° B 84.391 ayant son siège social à Luxembourg au 18, rue de l'Eau, constituée par acte de Maître Edmond Schroeder, en date du 26 octobre 2001, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 364 du 6 mars 2002.

La séance est ouverte à dix-huit heures quinze sous la présidence de Monsieur Marc Koeune, économiste, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Madame Corine Peyron, employée privée, domiciliée professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Raymond Thill, employé privé, domicilié professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

Monsieur le Président expose ensuite:

I.- Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée par les membres du bureau que les six mille (6.000) actions d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) représentant l'intégralité du capital social de soixante mille euros (EUR 60.000,-) sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduits, tous les actionnaires représentés ayant accepté de se réunir sans convocations préalables.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires tous représentés, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'ordre du jour de la présente Assemblée est conçu comme suit:

1. Dissolution de la société et mise en liquidation.
2. Nomination d'un ou plusieurs liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs.
3. Divers.

L'Assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée générale décide de dissoudre la Société et de la mettre en liquidation.

*Deuxième résolution*

L'assemblée générale nomme aux fonctions de liquidateur, pour la durée de la liquidation la société LISOLUX SARL, ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, qui aura les pouvoirs les plus étendus pour réaliser la liquidation, y compris ceux de réaliser les opérations prévues à l'article 145 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, l'Assemblée s'est terminée à dix-huit heures trente.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: M. Koeune, C. Peyron, R. Thill, M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 2007, LAC/2007/41848. — Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): F. Sandt.*

Pour copie conforme délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 janvier 2008.

M. Schaeffer.

Référence de publication: 2008006959/5770/50.

(080001920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2008.

**Serafim Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 83.697.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 11 décembre 2007*

Le siège social est transféré au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 décembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2008007109/534/13.

Enregistré à Luxembourg, le 28 décembre 2007, réf. LSO-CL07196. - Reçu 14 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080001934) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2008.

**Ariana Fine Art S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.  
R.C.S. Luxembourg B 104.891.

—  
EXTRAIT

L'assemblée générale ordinaire du 13 décembre 2007 a pris la résolution suivante:

L'assemblée prononce la clôture de la liquidation et déclare que la société anonyme ARIANA FINE ART S.A., en liquidation, ayant son siège social 1, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, a définitivement cessé d'exister, même pour les besoins de la liquidation. Les livres et les documents sociaux seront conservés au dernier siège de la société pendant cinq ans.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 décembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2008007112/777/17.

Enregistré à Luxembourg, le 2 janvier 2008, réf. LSO-CM00365. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080001851) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2008.

---

**MerchantBridge Holdings, Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 88.599.

—  
*Extrait des décisions du conseil d'administration du 31 août 2007*

Le siège social de la société est transféré du 5, boulevard de la Foire à Luxembourg au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Luxembourg, le 3 septembre 2007.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2008007120/534/15.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2007, réf. LSO-CL07557. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080001941) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2008.

---

**Soparum, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5695 Emerange, 11, rue d'Elvange.  
R.C.S. Luxembourg B 76.115.

—  
DISSOLUTION

L'an deux mille sept, le vingt-neuf novembre.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

SOPAWA S.à r.l., avec siège social à L-5695 Emerange, 11, rue d'Elvange,  
ici représentée par ses deux gérants Monsieur Ernest Walch, rentier, demeurant à L-5695 Emerange, 11, rue d'Elvange  
et Madame Marie-Angèle Jeanne dite Marie-Ange Walch, commerçante, demeurant à L-5695 Emerange, 11, rue d'Elvange.

Laquelle comparante, par ses mandataires, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- La comparante est la seule associée de la société à responsabilité limitée existant sous la dénomination de SOPARUM S.à r.l., R.C. B numéro 76.115, ayant son siège social à Emerange, constituée par acte reçu par Maître André Schwachtgen, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 30 mai 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Numéro 714 du 2 octobre 2000.

Le capital social est fixé à cinq cent mille (500.000,-) euros (EUR) représenté par cinq mille (5.000) parts sociales d'une valeur nominale de cent (100,-) euros (EUR) chacune, toutes entièrement souscrites et intégralement libérées.

- Par la présente la comparante en qualité d'associée unique et bénéficiaire économique final de l'opération prononce la dissolution anticipée de la société avec effet immédiat.

- La comparante en sa qualité de liquidateur de la société SOPARUM S.à r.l. déclare que l'activité de la société a cessé, que le passif connu de ladite société a été payé ou provisionné, que l'actionnaire unique est investi de tout l'actif et qu'elle s'engage expressément à prendre à sa charge tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la société

et impayé ou inconnu à ce jour avant tout paiement à sa personne; partant la liquidation de la société est à considérer comme faite et clôturée.

- Elle a pleinement connaissance des statuts de la société et de la situation financière de celle-ci.
- L'associée unique donne décharge pleine et entière aux gérants de la société pour leurs mandats jusqu'à ce jour.
- Les livres et documents de la Société seront conservés pendant une durée de cinq années à L-5695 Emerange, 11, rue d'Elvange.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux mandataires de la comparante, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: E. Walch, M. A. Walch, M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg, le 5 décembre 2007, LAC/2007/39086. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour copie conforme délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 décembre 2007.

M. Schaeffer.

Référence de publication: 2008006968/5770/41.

(080002097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2008.

### **Y. S. Vyncke & Cie, Société en Commandite simple.**

Siège social: L-4740 Pétange, 5, rue Prince Jean.

R.C.S. Luxembourg B 113.434.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue au siège social le 12 octobre 2007 à 11.00 heures*

#### *Résolution*

1. L'Assemblée approuve le transfert du siège social du Zoning Industriel à L-8287 Kehlen, au 5, rue Prince Jean à L-4740 Pétange.

Toutes les résolutions sont prises à l'unanimité des voix.

Tous les points de l'ordre du jour ayant été traités, la séance est levée à 12.00 heures après signature du présent procès-verbal par les membres du bureau.

S. Leurquin / G. Lusatti / Y. Vyncke

Secrétaire / Scrutateur / Présidente

Référence de publication: 2008007122/1656/18.

Enregistré à Luxembourg, le 2 janvier 2008, réf. LSO-CM00333. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080002041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2008.

### **G4S Technologies S.à.r.l., Société à responsabilité limitée,**

**(anc. Group 4 Falck Technologies Luxembourg).**

Siège social: L-2413 Luxembourg, 14, rue du Père Raphaël.

R.C.S. Luxembourg B 19.541.

Selon les dispositions de l'article 314 de la loi du 10 août 1915, relatives aux comptes consolidés et de leur publication, les comptes annuels au 31 décembre 2005 de GROUP 4 SECURICOR PLC (GB-RH10 9 UN Crawley, UK), registered number 4992207, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 janvier 2007.

A. Lorentz

Directeur Financier

Référence de publication: 2008007145/2485/17.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2007, réf. LSO-CL02956. - Reçu 58 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080002242) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2008.

**DWS Access S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.  
R.C.S. Luxembourg B 134.767.

—  
STATUTES

In the year two thousand and seven, on the 5th December 2007.

Before Us, Maître Christine Doerner, notary, residing in Bettembourg.

There appeared:

OSIRIS TRUSTEES LIMITED, having its registered office at P.O. Box 437, Seaton House, 19 Seaton Place, St. Helier Jersey JE4 OZE, Channel Islands, acting as trustee of iSTRUCTURE II TRUST, here duly represented by: Mrs Anja Lakoudi, private employee, residing professionally in Luxembourg;

by virtue of a power of attorney, given in Jersey, on 5th December 2007.

This proxy, after having been initialled and signed *ne varietur* by the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the following articles of association of a company which it declares to establish as follows:

**Section 1 - General**

**Art. 1. Definitions.** When used in these Articles, the following terms shall have the meanings set out below, in case identical defined terms are also contained in a resolution of the Board creating a Compartment, the definitions contained in such resolution of the Board shall prevail in respect of such Compartment and in case identical defined terms are also contained in an Appendix or Conditions, the definition contained in such Appendix or conditions shall prevail in respect of the Classes of Instruments to which such Appendix or Conditions relate.

**Appendix** means an appendix to the Articles setting out the particular terms of Compartment Shares or Beneficiary Units, as the case may be, issued within a specific Class of a specific Compartment.

**Articles** means the articles of incorporation of the Company, as amended or modified from time to time.

**Assets** means, in relation to a Compartment, the assets of such Compartment.

**Authorised Capital** means the authorised capital of the Company, referred to in Article 6 of the Articles, of an amount as determined from time to time by the general meeting of Shareholders.

**Beneficiary Units** means any beneficiary units (parts bénéficiaires), issued by the Company from time to time within a specific Class and in relation to a specific Compartment, and having the rights provided for in the Articles and in the relevant Appendix.

**Board** means the board of directors of the Company.

**Business Day** means a day (other than a Saturday or Sunday) on which commercial banks and foreign exchange markets settle payments and are open for general business (including dealings in foreign exchange and foreign currency deposits) in London, Luxembourg and such other location as may be specified in the relevant Appendix.

**Calculation Agent** means the relevant person specified as such in the relevant Appendix.

**Class** means a class of Instruments issued in relation to a specific Compartment as set out in the relevant Appendix or Conditions, as the case may be.

**Class Value** means, in relation to any Class of Instruments, the part of the Compartment Value allocated or attributable to that Class.

**Company** means DWS ACCESS S.A.

**Company Law** The Luxembourg law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

**Compartment** means a distinct and segregated part of the assets and liabilities of the Company within the meaning of Article 5 of the Securitisation Law and to which Assets are allocated from time to time.

**Compartment Shareholders** means the holders of Compartment Shares from time to time.

**Compartment Shares** means any shares issued by the Company from time to time within a specific Class and in relation to a specific Compartment, and having the rights provided for in the relevant Appendix.

**Compartment Value** means, in relation to a specific Compartment, the value as determined on any Valuation Date, of the Assets allocated or attributable to such Compartment after deduction of any claims of Transaction Parties (other than Instrumentholders) relating to such Compartment.

**Conditions** means, in relation to any Class of Debt Instruments, the terms and conditions of such Debt Instruments as set out in the relevant Prospectus and the relevant Transaction Documents.

**Custodian** means the credit institution appointed from time to time by the Company as custodian of Assets of a Compartment as set out in the relevant Appendix or Conditions, as the case may be.

**Debt Instrumentholder** means any holder of Debt Instruments from time to time.

**Debt Instruments** means any debt instruments issued by the Company from time to time within a specific Class and in relation to a specific Compartment, and having the rights provided for in the relevant Conditions.

**EUR or Euro or €** means the legal currency respectively of the Grand Duchy of Luxembourg and the legal currency of the member states of the European Union participating in the third stage of the Economic and Monetary Union.

**Founding Shareholder** means any holder of Founding Shares from time to time.

**Founding Shares** means the founding shares in the share capital of the Company, not issued in relation to a Compartment and having the rights attaching thereto as set out in the Articles.

**Instrumentholder** means any holder of Instruments from time to time.

**Instruments** mean any Shares, Beneficiary Units and/or Debt Instruments.

**Issue Date** means, in relation to Instruments, the date specified as such in the relevant Appendix or Conditions, as the case may be.

**Prospectus** means the Prospectus relating to a Compartment of the Issuer and relating to a specific Class or Classes of Instruments issued in respect of the relevant Compartment.

**Redemption Amount** means the amount to which each holder of a Compartment Share or a Beneficiary Unit of a specific Class is entitled to on the Redemption Date in accordance with the Articles and the relevant Appendix.

**Redemption Date** means, in respect of each Class of Compartment Shares or Beneficiary Units, the date on which the Redemption Amount is payable by the Company in accordance with the Articles and the relevant Appendix.

**Register** means, in relation to any Class of Instruments issued in registered form, the register (which for Compartment Shares shall be the share register of the Company as referred to in Article 39 of the Company Law) held by the Company or by the relevant Registrar for the purpose of recording the issuance and transfers of such registered Instruments.

**Registrar** means the relevant person in Luxembourg appointed by the Company as registrar in relation to a Class of Instruments as specified in the relevant Appendix or Conditions, as the case may be.

**Securitisation Law** means the Luxembourg law of 22 March 2004 on securitisation.

**Shareholder** means any holder of Founding Shares or Compartment Shares from time to time.

**Shares** means the Founding Shares and /or the Compartment Shares, as the case may be.

**Stock Exchange** means any stock exchange including regulated markets as defined in item 14 of Article 4 of Directive 2004/39/EC of the European Parliament and of the Council of 21 April 2004 on markets in financial instruments.

**Tranche** means any tranche of Instruments issued by the Company and forming the whole or part of a Class.

**Transaction Documents** means, in relation to a specific Compartment, the agreements entered into by the Company in relation to such Compartment, as listed in the relevant Appendix or Conditions, as the case may be.

**Transaction Party** means, in relation to a Compartment, any party who holds Instruments issued by such Compartment or, a creditor whose claims have arisen in connection with the creation, operation or liquidation of such Compartment or have been properly allocated thereto by the Board.

**Unitholder** means any holder of Beneficiary Units from time to time.

**Valuation Date** means any date on which a Compartment Value or a Value per Instrument is calculated by the Calculation Agent in accordance with the relevant Appendix or, in the case of Debt Instruments, in the Conditions.

**Value per Instrument** means, in relation to any Class of (i) Compartment Shares, (ii) Beneficiary Units or (iii) Debt Instruments whose yield is directly derived from the Assets in relation to which such Debt Instruments have been issued, the value determined as of any Valuation Date by dividing the Class Value attributable to such Class of Instruments by the number of Instruments then outstanding.

## Section 2 - The company

**Art. 2. Form and Name.** There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of the Shares and Beneficiary Units hereafter issued, a company in the form of a société anonyme, under the name of DWS ACCESS S.A. which shall have the status of a securitisation company (société de titrisation) within the meaning of the Securitisation Law and shall be subject to and governed by the provisions of the Securitisation Law.

### Art. 3. Registered Office.

3.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

3.2 In the event that the Board determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

### Art. 4. Duration.

4.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

4.2 The Company may be dissolved and put into liquidation, at any time, by a resolution of the general meeting of Shareholders adopted in accordance with the procedure applicable to the amendment of the Articles, provided however

that the Company may not be dissolved and put into liquidation for as long as any Compartment of the Company has not been dissolved and liquidated in accordance with the Articles and the relevant Appendix relating to Shares of any Class issued within such Compartment.

#### **Art. 5. Corporate Purpose.**

5.1 The exclusive purpose of the Company is to enter into one or more securitisation transactions within the meaning of the Securitisation Law and the Company may, in this context, assume risks, existing or future, relating to the holding of assets, whether movable or immovable, tangible or intangible, as well as risks resulting from the obligations assumed by third parties or relating to all or part of the activities of third parties, in one or more transactions or on a continuous basis. The Company may assume those risks by acquiring the assets, guaranteeing the obligations or by committing itself in any other way. To the extent permitted by law and these Articles, it may also transfer and dispose of the claims and other assets it holds, whether existing or future, in one or more transactions or on a continuous basis, and in accordance with the provisions of the Conditions or of the Appendix, as the case may be, of the outstanding Instruments.

5.2 The Company may, in this same context and to the extent permitted by the Securitisation Law, acquire, dispose and invest in loans, stocks, bonds, debentures, obligations, notes, advances, shares, warrants and other securities. The Company may grant pledges, other guarantees or security of any kind to Luxembourg or foreign entities within the meaning of Article 61 of the Securitisation Law.

The Company may from time to time issue Instruments which relate to one or more separate Compartments with a return based on the performance of all kinds of securities, units or shares of undertakings for collective investment or financial instruments, of whatsoever nature (including, for the avoidance of doubt, derivative instruments) and/or any other assets or risks within the meaning of Article 53 of the Securitisation Law. Instruments of any particular Class may be issued in one or more Tranches.

5.3 The Company may, to the extent permitted by the Securitisation Law, assign its Assets on such terms as determined from time to time by the Board in accordance with and subject to the relevant Appendix or Conditions, as the case may be, relating to the Instruments issued by the Company in relation to such Assets.

5.4 The Company may perform all legal, commercial, technical and financial investments or operations and in general, all transactions which are necessary or useful to fulfill and develop its purpose, as well as all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its purpose in all areas described above.

5.5 The Company may borrow in any form permitted by the Securitisation Law. It may issue securities of any kind including under one or more issue programmes. The Company may, to the extent permitted by the Securitisation Law, assume risk by lending including the proceeds of any borrowings and/or issues of securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company.

#### **Art. 6. Share Capital.**

6.1 The share capital of the Company may comprise of Founding Shares and Compartment Shares, if any. At present, the Company has an issued share capital of thirty-one thousand euros (EUR 31,000) consisting of three hundred ten (310) Founding Shares of a par value of one hundred euros (EUR 100) each, all of which have been fully paid up.

6.2 The Company shall have an Authorised Capital of one billion euros (EUR 1,000,000,000).

6.3 The authorised and issued capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles.

6.4 In addition, the issued capital of the Company may be increased by decision of the Board by the issuance of new Shares up to the amount of the Authorised Capital. Each time the Board shall so act to render effective, in whole or in part, an increase of the issued capital as authorised by these Articles, the Board shall cause this Article 6 to be amended so as to reflect such increase of capital and shall take or authorise the taking of all necessary action for the purpose of effecting such amendment in accordance with Luxembourg law.

6.5 The Board may create such capital reserves from time to time as it may determine is proper (in addition to those which are required by law) and may create a paid-in surplus from funds received by the Company as issue premiums on the issue and sale of Shares, which reserves or paid-in surplus may be used to provide for the payment for any Shares which the Company may redeem in accordance with these Articles, for setting off any realised or unrealised capital losses, for the payment of any dividend or other distribution or for allocating it to the legal reserve account as any other reserve account, as determined by the general meeting of Shareholders or the Board, as the case may be.

6.6 Shares issued within the authorised share capital may, as the Board shall determine, be of the same Class or of two or more different Classes. The specific rights attached to each Class of Shares shall be determined at the time of issue by the Board (in case of an issue of Shares within the Authorised Capital) or by the general meeting of Shareholders, respectively.

6.7 The Shareholders of one Compartment are not entitled to request the conversion of their Shares into Shares relating to another Compartment.

#### **Art. 7. Shares.**

7.1 Founding Shares shall confer no right to participate in the assets, profits or surpluses of, or generated by, any Compartment. Except as set out in the relevant Appendix, Compartment Shares shall confer no right to participate in



the assets, profits or surpluses of, or generated by, any Compartment other than the Compartment(s) in relation to which such Compartment Shares have been issued, subject always to the terms as set out in the relevant Appendix.

7.2 Founding Shares shall confer on the holder thereof the right to receive such profits of the Company which are not attributable to any Compartment(s) available for distribution as the Shareholders' general meeting may resolve in accordance with Article 15, and, upon dissolution and liquidation of the Company in accordance with Article 16, the right to receive the liquidation surplus which is not attributable to any Compartment(s), if any.

7.3 The Shares shall carry the voting rights as determined in Article 15.

7.4 Shares may be issued in registered or in bearer form. Bearer Shares may, at any time, at the request of the holder thereof, be converted into registered Shares. Registered Shares may not be converted into bearer Shares, provided however that registered Compartment Shares may be converted into bearer Compartment Shares to the extent that such conversion is explicitly provided for in the relevant Appendix. A conversion of bearer Shares into registered Shares will be effected by cancellation of the bearer Share certificate and an entry shall be made in the register of Shareholders to evidence such conversion. A conversion of registered Shares into bearer Shares will be effected by the issuance of one or more bearer Share certificates and an entry shall be made in the register of Shareholders to evidence such conversion. The Board may charge the costs of any such conversion to the Shareholder requesting the conversion.

7.5 A register of registered shares will be kept at the registered office of the Company, where it will be available for inspection by any Shareholder. This register shall contain all of the information required by Article 39 of the Company Law. Holders of Shares in registered form may request the Company to issue and deliver certificates setting out their respective holdings of registered Shares which shall be signed by two directors.

7.6 Ownership of registered shares will be established by registration in the said register. Transfer of registered Shares shall be effected by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any transfer of registered Shares shall be entered into the register of Shareholders; such inscription shall be signed by one or more members of the Board or officers of the Company or by one or more other persons duly authorized thereto by the Board.

7.7 Transfers of bearer Shares shall be effected by mere delivery.

7.8 The Company will recognize only one holder per share; in case a share is held by more than one person, the persons claiming ownership of the share will have to appoint one sole proxy to represent such share in relation to the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been designated as the sole owner towards the Company.

7.9 The Shares are freely transferable, except, for Compartment Shares, if otherwise explicitly provided for in the relevant Appendix.

7.10 If any holder of bearer Shares can prove to the satisfaction of the Company that his bearer Share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate bearer Share certificate may be issued under such conditions and guarantees as the Company may determine and request. At the issuance of the new bearer Share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original bearer Share certificate in replacement of which the new one has been issued shall become void. Mutilated Share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates. The Company may, at its election, charge to the Shareholder the costs of a duplicate or of a new bearer Share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original bearer Share certificate.

7.11 The Company may decide to issue fractional Compartment Shares. Such fractional Compartment Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Class of Compartment Shares on a pro rata basis. Where a Shareholder holds fractional Compartment Shares which in aggregate equal a full Compartment Share, such Shareholder shall, subject always to the provisions of the relevant Appendix, be entitled to one vote.

#### **Art. 8. Board.**

8.1 The Company shall be managed by the Board which shall be composed of not less than three members, who need not be Shareholders of the Company. The members of the Board shall be elected by the Shareholders at a general meeting of Shareholders; the latter shall further determine their remuneration and the term for which they are elected.

8.2 The Board shall be elected by the majority of the votes of the Shares present or represented at a general meeting of Shareholders.

8.3 Any member of the Board may be removed with or without cause or be replaced at any time by a resolution passed by a majority of the votes of the Shares present or represented at a general meeting.

8.4 In the event of a vacancy in the office of the Board, the remaining members of the Board may temporarily fill such vacancy; the Shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next general meeting.

#### **Art. 9. Meetings of the Members of the Board.**

9.1 The Board shall choose from among its members a chairman, and further one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a member of the Board, who shall write and keep the minutes of the meetings of

the Board and of the Shareholders. The Board shall meet upon notice by the chairman if designated or any two members of the Board, at the place indicated in the notice of meeting.

9.2 The chairman shall preside at the meetings of the Board and of the Shareholders. In his absence or in the absence of designation of a chairman, the Shareholders or the Board members shall decide by a majority vote that another member of the Board, or in case of a general meeting of Shareholders, that any other person shall be in the chair of such meetings.

9.3 Resolutions of the Board shall be taken by a majority vote of the members of the Board present or represented.

9.4 The Board may appoint any officers, including a managing director, a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the Board. The officers need not be members of the Board or Shareholders of the Company. The officers shall have the rights and duties conferred upon them by the Board.

9.5 Written notice of any meeting of the Board shall be given to all members of the Board at least one business day prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Board.

9.6 Any member of the Board may act at any meeting by appointing in writing, by telegram, telex or telefax or any other similar means of communication another member of the Board as his proxy. A member of the Board may represent several of his colleagues.

9.7 Any member of the Board may participate in a meeting of the Board by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

9.8 The Board can deliberate or act validly only if at least the majority of its members, or any other number of members that the Board may determine, are present or represented.

9.9 Resolutions of the Board will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any member of the Board.

9.10 Resolutions in writing approved and signed by all members of the Board shall have the same effect as resolutions voted at the Board; each member of the Board shall approve such resolution in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. All such resolutions in writing shall form the record that proves that such decision has been taken.

#### **Art. 10. Powers of the Board.**

10.1 The Board is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose.

10.2 All powers not expressly reserved by law or by the present Articles of Incorporation to the general meeting of Shareholders are in the competence of the Board.

**Art. 11. Corporate Signature.** Vis-a-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signatures of any two members of the Board or by the single or joint signature(s) of any person(s) to whom authority has been delegated by the Board.

#### **Art. 12. Delegation of Powers.**

12.1 The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorised signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be members of the Board, who shall have the powers determined by the Board and who may, if the Board so authorises, sub-delegate their powers.

12.2 The Board may also confer other special powers of attorney by notarial or private proxy.

#### **Art. 13. Conflict of Interest.**

13.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the members of the Board or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any member of the Board or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

13.2 In the event that any member of the Board or officer of the Company may have in any transaction of the Company an interest opposite to the interests of the Company, such member of the Board or officer shall make known to the Board such opposite interest and shall not consider, or vote on, any such transaction. Such transaction and such member of the Board's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of Shareholders.

**Art. 14. Indemnification of members of the Board and Officers.** The Company shall indemnify any member of the Board or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with

any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a member of the Board or officer of the Company, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

#### **Art. 15. General Meetings of Shareholders.**

15.1 Any regularly constituted general meeting of Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders. It shall have the powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the Shareholders of the Company regardless of the Classes of Shares held by them.

15.2 A general meeting of Shareholders is convened by the Board. It may also be convened upon request in writing of Shareholders representing at least one tenth of the Company's share capital.

15.3 Convening notices to a general meeting of Shareholders shall set forth the agenda of such meeting. The agenda shall be prepared by the Board except in the instance where the meeting is called on the written demand of the Shareholders in which instance the Board may prepare a supplementary agenda. The business transacted at any general meeting of Shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

15.4 If all of the Shareholders are present or represented at a meeting of Shareholders, and if they all state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

15.5 The Board may fix in advance a date, not exceeding seventy-five days preceding the date of any general meeting of Shareholders, as a record date for the determination of the Shareholders entitled to notice of, and to vote at, any such meeting and in such case such Shareholders and only such shareholders as shall be Shareholders of record on the date so fixed shall be entitled to such notice of, and to vote at, such meeting, notwithstanding any transfer of any Shares on the register of Shareholders after any such record date fixed as aforesaid.

15.6 The annual general meeting of Shareholders shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the third Tuesday of the month of June at 4.00 pm Luxembourg time. If such day is a legal holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day. Other meetings of Shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

15.7 The quorum and time-limits required by the Company Law shall govern the convening notices and the conduct of the general meetings of Shareholders of the Company, unless otherwise provided in the Articles.

15.8 Without prejudice to other provisions of the Articles or any relevant Appendix, each Share is entitled to one vote. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by appointing another person as his proxy in writing, cable, telegram, telex or facsimile. Except as otherwise required by the Company Law, resolutions at a general meeting of Shareholders duly convened will be adopted by a simple majority of the Shareholders present or represented and voting.

15.9 The Board may determine any other reasonable conditions that must be fulfilled by Shareholders for them to take part in any general meeting of Shareholders.

#### **Art. 16. Dissolution and Liquidation of the Company.**

16.1 The Company may be dissolved and put into liquidation by a resolution of the general meeting of the Shareholders adopted in accordance with the procedure applicable to the amendment of the Articles, provided however that the Company may not be dissolved and put into liquidation for as long as any Compartment of the Company has not been dissolved and liquidated in accordance with the Articles and the relevant Appendix or Conditions, as the case may be, of Instruments of any Class issued within such Compartment.

16.2 In the event of the dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the meeting of the Shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

16.3 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company which are not attributable or allocated to any Compartment shall be distributed among the Founding Shareholders proportionally to the Founding Shares held by them.

### **Section 3 - Compartments**

#### **Art. 17. Creation of Compartments.**

17.1 The Board may establish one or more Compartments which may be distinguished by the nature of acquired risks or assets, the distinctive terms of the issues of the Classes of Instruments relating to such Compartments or other distinguishing characteristics.

17.2 The terms and conditions of the Classes of Instruments issued in respect of, and the specific objects of, each Compartment shall be determined by the Board or by the general meeting of Shareholders, as the case may be, and shall be set out in the Appendix or the Conditions, as the case may be, relating to such Class. Each Instrumentholder shall be deemed to fully adhere to, and be bound by, the terms applicable to these Instruments (as set out in the relevant Appendix or Conditions, as the case may be) and the Articles by subscribing to these Instruments. Each Compartment may issue Shares, Beneficiary Units and / or Debt Instruments.

17.3 The Company may, in relation to any Compartment issue one or more types of instruments as further specified in Article 21 (Instruments - General) and may enter into any type of agreements relating to such instruments and for the purpose of securitising the Assets attributable or allocated to such Compartment.

**Art. 18. Segregation of Compartments.**

18.1 Each Compartment shall correspond to a distinct and segregated part of the Company's assets and liabilities, and (i) the rights of Transaction Parties of a Compartment are limited to the assets of such Compartment and (ii) the assets of a Compartment are exclusively available to satisfy the rights of the Transaction Parties of such Compartment. In the relationship between the Instrumentholders, each Compartment is deemed to be a separate entity.

18.2 Subject to any particular rights or limitations for the time being attached to any Instruments, as may be specified in the Articles and the relevant Appendix or Conditions, as the case may be, if a Compartment is liquidated, its assets shall be applied (a) first, in payment or satisfaction of all fees, costs, charges, expenses, liabilities and other amounts including any taxes required to be paid (other than amounts referred to in paragraph (b) below) attributable or allocated to such Compartment; and (b) secondly, pro rata in payment of any amounts owing, directly or indirectly, to holders of such Instruments, subject, in the case of issuance of more than one Class or type of Instrument per Compartment, to compliance with any priority of payment arrangements as determined by the relevant Appendix or Conditions, as the case may be, applicable to such Instruments.

18.3 If the realised net assets of any Compartment are insufficient to pay any amounts otherwise payable on the relevant Class in full in accordance with the Articles, the relevant Appendix or Conditions, as the case may be, the relevant holders shall have no claim against the Company for or in respect of any shortfall and shall have no claim against any other Compartment or any other assets of the Company.

**Art. 19. Accounting Records of Compartments.**

19.1 The Board shall establish and maintain separate accounting records for each of the Compartments of the Company for the purposes of ascertaining the rights of Transaction Parties of each Compartment for the purposes of these Articles and the relevant Appendix or Conditions, as the case may be, such accounting records to be conclusive evidence of such rights in the absence of manifest error.

19.2 In case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Compartment, such asset or liability shall be allocated to all the Compartments pro rata to the aggregate value of the Instruments issued by such Compartments or in such other manner as properly determined by the Board acting in good faith, provided that such liabilities shall, unless otherwise agreed upon with the creditors, be binding upon the Company as a whole.

19.3 Aggregated accounts of the Company, including all Compartments, shall be expressed in euros. The reference currencies of the Compartments may be in different denominations.

**Art. 20. Liquidation of Compartments.** Unless otherwise determined in the terms of the Instruments relating to a Compartment as set out in the relevant Appendix or Conditions, as the case may be, the Board may at any time liquidate any single Compartment.

**Section 4 - Instruments**

**Art. 21. Instruments - General.** Within each Compartment, the Company may issue one or several types of Instruments. Such Instruments shall be governed by the provisions of this Section 4 and the relevant Appendices or Conditions relating to such Instruments. In case of contradictions between the Articles and the relevant Appendix, the provisions of the relevant Appendix shall prevail.

**Art. 22. Compartment Shares.**

22.1 To the extent not deviated therefrom in this Article 22 or in the relevant Appendix, the provisions of Article 7 (Shares) shall also apply to Compartment Shares.

22.2 Within the limits of the Authorised Capital, the Board is authorised (i) to issue Compartment Shares by contributions in cash, contributions in kind or by conversion of the net profits or any other available reserves of a specific Compartment into share capital in whole or in part, from time to time as the Board in its discretion may determine (subject always to the terms of any Instruments issued in relation to such Compartment) within a period expiring five years after the date of publication of the most recent resolution of the general meeting of Shareholders deciding on the amount of the authorized capital; and (ii) to determine the terms of any such increase of capital and issuance of shares, including in relation to contributions in cash and in kind the price per Compartment Share and payment terms and terms of delivery, respectively. During such period of five years the Board be and is hereby authorised to issue Compartment Shares and to grant options to subscribe for Compartment Shares, to such persons and on such terms as they shall see fit (and specifically to proceed to such issue without reserving for the existing Shareholders a preferential right to subscribe to the Shares issued).

22.3 All Compartment Shares issued by the Company shall be redeemable shares. Subscribed and fully paid in Compartment Shares shall be redeemable at any time upon request of the Board of the Company at the relevant Redemption Amount in accordance with and subject to the Company Law. The Redemption Amount for each such Compartment Share shall be the Value per Instrument of such Compartment Share which shall, unless otherwise provided for in the

relevant Appendix, be determined in accordance with the provisions of Article 25 as at the Valuation Day specified in the relevant Appendix, less an amount, if any, equal to any duties and charges which will be incurred upon the disposal of the Company's investments attributable or allocated to the relevant Compartment as at the date of redemption in order to fund such a redemption, which duties and charges shall be equal (in percentage terms) in respect of all Compartment Shares of the relevant Class.

22.4 The Redemption Amount shall be paid in cash or, if provided for in the relevant Appendix, in kind. The Redemption Amount shall, unless otherwise provided for in the relevant Appendix, be paid within a period as determined by the Board in its reasonable discretion as set out in the relevant Appendix.

22.5 Except as otherwise provided in the relevant Appendix, Compartment Shares shall be redeemed on a pro rata basis among Shareholders of the relevant Class or Classes. The redemption of Compartment Shares can only be made by using sums available for distribution in accordance with the Company Law (distributable funds including the share premium account, if any) and which are the proceeds of the partial or total disposal and/or other income of the related Compartment. In the event that specific redemption rights have been granted to the holders of a specific Class of Compartment Shares at the time of issue, if the Company's retained profits and non-compulsory reserves attributable or allocated to the relevant Compartment(s) are not sufficient to pay out the redemption price of all Compartment Shares requested to be redeemed by Shareholders, the relevant redemption requests shall be reduced on a pro rata basis, unless otherwise provided for in the relevant Appendix.

22.6 The Compartment Shares that have been redeemed shall be immediately suspended and as such bear no voting rights, and shall have no rights to receive any dividends or liquidation proceeds. The holders of Compartment Shares agree that the redemption of Compartment Shares made in accordance with the provisions hereof respects their right to equal treatment by the Company. Compartment Shares shall not be redeemable at the request of a Shareholder, except where such redemption rights have been provided for in the relevant Appendix. Where the holding of Compartment Shares by any party is deemed by the Company to be prejudicial to the Company the Company may elect to redeem such Compartment Shares at the relevant Value per Instrument.

22.7 An amount equal to the nominal value, or, in the absence thereof, the par value, of all the Compartment Shares redeemed must be included in a reserve which cannot be distributed to the Shareholders except in the event of a reduction of the subscribed share capital. The reserve may only be used to increase the subscribed share capital by capitalisation of reserves.

### **Art. 23. Beneficiary Units.**

23.1 Subject to the provisions of this Article 23, the rights and obligations attaching to any Beneficiary Unit shall be determined at the time of issue and from time to time thereafter as set out in the relevant Appendix.

23.2 Beneficiary Units may be issued against contributions in cash or contributions in kind. Contributions in kind are subject to an independent auditor's control in respect of the valuation of these contributions. The relevant Appendix shall set out the issue price for each Beneficiary Unit.

23.3 The relevant Appendix shall set forth the terms of each Class of Beneficiary Units and shall specify

- (a) the currency of the Beneficiary Units;
- (b) the Assets in relation to which the Beneficiary Units are issued;
- (c) details of any dividend payments and the currency in which dividends will be paid, the Redemption Amount and the currency in which the Redemption Amount will be paid and the Redemption Date;
- (d) the method of determining the Redemption Amount;
- (e) limitations, if any, of the voting rights attaching to the Beneficiary Units; and
- (f) any other rights, obligations and restrictions attaching to the Beneficiary Units as the Board may determine at its sole and absolute discretion.

23.4 The terms of each Class of Beneficiary Units as set out in the relevant Appendix and, as the case may be, as amended from time to time in accordance with the Articles and the relevant Appendix shall be binding on the Unitholders, the Shareholders, and the Company.

23.5 Subject to these Articles and the relevant Appendix, each Beneficiary Unit shall confer on the holder a right to receive, on an accrual basis, such dividends including interim dividends (if any) out of the proceeds of the Assets in relation to which the Beneficiary Units have been issued, payable on such terms as set out in the relevant Appendix. Subject to any particular rights or limitations as to dividends for the time being attached to any Beneficiary Units, as may be specified in the relevant Appendix, all dividends shall be apportioned and paid pro rata to Unitholders.

23.6 All unclaimed dividends may be invested or otherwise made use of by the Board for the benefit of the relevant Compartment until claimed. No dividend shall bear interest as against the relevant Compartment or the Company. Any dividend unclaimed after a period of five years from the date of declaration of such dividend shall, if the Board so resolve, be forfeited and thenceforth shall cease to be owing by the relevant Compartment or the Company and shall belong to the relevant Compartment or, where the relevant Compartment has been liquidated by that time, to the Company absolutely.

23.7 The Board may resolve that it is desirable to capitalise such profits of a Compartment as the Board may determine in its absolute discretion.

23.8 Beneficiary Units shall not be redeemable at the option of Unitholders, except if otherwise set out in the relevant Appendix. The Board may decide to redeem Beneficiary Units of any Class from a holder thereof to the extent and in accordance with the terms set out in the relevant Appendix. Where the holding of Beneficiary Units by any party is deemed by the Company to be prejudicial to the Company the Company may elect to redeem such Beneficiary Units at the relevant Value per Instrument.

23.9 Subject to these Articles and the relevant Appendix, each Beneficiary Unit shall confer on the holder a right to receive repayment of an amount equal to the Redemption Amount on the Redemption Date out of the assets of the relevant Compartment. If on the Redemption Date the realised net assets of the relevant Compartment are insufficient to pay the full Redemption Amount payable to each Unitholder within that Class on a timely basis, the proceeds of the relevant Compartment will, subject to the Appendix, be distributed equally amongst each holder of that Class pro rata to any amount owing on the Beneficiary Units held by each holder as soon as such proceeds are available to the Company. Upon the redemption of a Beneficiary Unit pursuant to the terms of the relevant Appendix, such Beneficiary Unit shall be cancelled and the holder thereof shall cease to be entitled to any rights in respect thereof and accordingly his name shall be removed from the register of holders with respect thereto.

23.10 The Board may deduct from any dividend or other monies payable to any Unitholder on or in respect of a Beneficiary Unit all sums of money (if any) presently payable by him to the Company on account of calls or otherwise in relation to the Beneficiary Units and any sums required to be deducted therefrom by law.

23.11 The holders of a Class of Beneficiary Units have the right to receive notice of any meetings of holders of that Class of Beneficiary Units to resolve on a variation of their rights in accordance with the Articles and the relevant Appendix on the allocation of profits of the Compartment in relation to that Class of Beneficiary Units on an annual basis, and to attend and vote thereat. Each Unitholder is entitled to a number of votes equal to the number of his Beneficiary Units in the relevant Class. Unitholders may vote either in person or by giving a proxy in writing to another person who need not be a holder.

23.12 Beneficiary Units may be issued in registered or in bearer form. Beneficiary Units in bearer form may, at any time, at the request of the holder thereof, be converted into registered Beneficiary Units. Beneficiary Units in registered form may not be converted into Beneficiary Units in bearer form unless such conversion is explicitly provided for in the relevant Appendix. A conversion of bearer Beneficiary Units into registered Beneficiary Units will be effected by cancellation of the bearer Beneficiary Units certificate and an entry shall be made in the register of Unitholders to evidence such conversion. A conversion of registered Beneficiary Units into bearer Beneficiary Units will be effected by the issuance of one or more bearer Beneficiary Units certificates and an entry shall be made in the register of Unitholders to evidence such conversion. The Board may charge the costs of any such conversion to the Unitholder requesting the conversion.

23.13 A register of registered Beneficiary Units will be kept at the registered office of the Company, where it will be available for inspection by any Unitholder. This register shall contain all of the information required by Article 39 of the Company Law. Holders of Beneficiary Units in registered form may request the Company to issue and deliver certificates setting out their respective holdings of registered Beneficiary Units which shall be signed by two directors.

23.14 Ownership of registered Beneficiary Units will be established by registration in the said register. Transfer of registered Beneficiary Units shall be effected by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of Unitholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any transfer of registered Beneficiary Units shall be entered into the register of Unitholders; such inscription shall be signed by one or more members of the Board or officers of the Company or by one or more other persons duly authorized thereto by the Board.

23.15 Transfers of bearer Beneficiary Units shall be effected by mere delivery.

23.16 The Company will recognise only one holder per Beneficiary Unit; in case a Beneficiary Unit is held by more than one person, the persons claiming ownership of the Beneficiary Unit will have to appoint one sole proxy to represent such unit in relation to the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that unit until one person has been designated as the sole owner towards the Company.

23.17 The Beneficiary Units are freely transferable unless otherwise explicitly provided for in the relevant Appendix.

23.18 The rights attached to any Class of Beneficiary Units and which have been determined by the Board in accordance with the Articles may, unless otherwise provided by the relevant Appendix, be varied or abrogated by the Board with the consent in writing of the holders of the majority of the issued Beneficiary Units of that Class, or with the sanction of a resolution passed by majority of the votes cast at a separate meeting of the holders of Beneficiary Units of that Class; but such consent or sanction shall not be required in the case of a variation, amendment or abrogation of the special rights attached to any Beneficiary Units of any Class if, in the view of the Board, such variation, amendment or abrogation does not materially prejudice the interests of the relevant holders or any of them. Any such variation, amendment or abrogation shall be set out in a revised Appendix, a copy of which will be provided to the affected holders in accordance with these Articles on the date of issue of such document and shall be binding on the holders of the relevant Beneficiary Units.

23.19 Where the sanction by resolution of holders is required pursuant to this Article 23 for the purpose of any variation or amendment to the rights attached to the Beneficiary Units of that Class, such resolution shall be put to a separate meeting of the relevant holders. To every such separate meeting all the provisions of these Articles and of the Company Law relating to general meetings of the Shareholders or to the proceedings thereat shall apply, mutatis mutandis.

23.20 Any notice to be given to or by any Unitholder pursuant to the Articles or the relevant Appendix shall be in writing and shall be made in the manner provided for in the Company Law for notices to Shareholders, provided that so long as the Beneficiary Units are listed on any stock exchange or publicly offered in any jurisdiction, any notice to the Unitholders shall be published in accordance with the rules and regulations of each such stock exchange and each such jurisdiction. Notices given pursuant to the preceding paragraphs will become effective (a) in the case of Beneficiary Units in registered form on the eight day after the date of mailing or (b) if published (whether or not also so given), on the eight day after the date of such publication, or, if published more than once, on the date of the first such publication or, if required to be published in more than one newspaper, on the date of the first such publication in all the required newspapers. Any Unitholder present in person at any meeting of the Company shall, for all purposes, be deemed to have received due notice of such meeting and, where requisite, of the purposes for which such meeting was convened. Notwithstanding any of the provisions of these Articles, any notice to be given by the Company to a Beneficiary Shareholder may be given in any manner agreed in advance by any such Unitholder.

23.21 Subject to the relevant Appendix, the Unitholders shall have the same information rights in relation to the Company as the Shareholders which shall however be limited to information relating to the Compartment in relation to which the relevant Beneficiary Shares have been issued.

**Art. 24. Debt Instruments.** The Board may decide, in relation to any Compartment, to issue any kind of debt instruments, the terms and conditions of which shall be set forth in the relevant Conditions.

**Art. 25. Calculation of the Value per Instrument.**

25.1 The Value per Instrument of each Class shall be expressed in the Reference Currency (as defined in the relevant Prospectus) of the relevant Class or Compartment and shall be calculated on each Valuation Date by the Board or the Calculation Agent in accordance with the rules set out hereinafter and subject always to the provisions of the Securitisation Law. The Value per Instrument may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the Board or the Calculation Agent as the case may be, shall determine. If since the time of determination of the value there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to the relevant Compartment are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the holders of Instruments and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

25.2 Unless otherwise set out in the relevant Prospectus, the value of any Assets which are quoted, listed or normally dealt in on a Stock Exchange will be valued at (as applicable) the latest available traded price (or as determined by the Board) as at the relevant time. Where such Assets are listed or dealt with in more than one Stock Exchanges, the relevant market shall be the one that constitutes the main market or the one which the Board or the Calculation Agent as the case may be, determines provides the fairest criteria for a value for the relevant Asset. In case of Assets being units or shares of undertakings for collective investment, these Assets will be valued at their last available net asset value or, if such price is not representative of the fair market value of such Assets, then the price shall be determined by the Board on a fair and equitable basis. All other Assets including unlisted Assets and listed Assets for which a price is not available will be valued at its probable value, estimated with care and in good faith in accordance with prevailing market practice and applicable laws and regulation by a competent entity approved for the purpose by the Board.

**Art. 26. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Value per Instruments.**

26.1 In respect of each Class of Instruments, the Value per Instrument shall be calculated from time to time by the Calculation Agent under the responsibility of the Board on each Valuation Date (or if Valuation Dates have not been determined in the relevant Appendix, at a frequency determined by the Board in accordance with the applicable law and regulations).

26.2 The Company may suspend the determination of the Value per Instrument of any particular Class of Instruments and the issue and, if applicable, the redemption of its Instruments during (a) any period when any one of the principal markets or other stock exchanges on which a substantial portion of the Assets attributable to such Instruments, from time to time, are quoted is closed (otherwise than for ordinary holidays) or during which dealings therein are restricted or suspended, (b) any period when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the control, responsibility and power of the Board, or the existence of any state of affairs in the property market, sale and/or redemption prices of the relevant Assets cannot fairly be calculated, (c) any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price of any of the relevant Assets or the current prices on any market or other stock exchanges (d) any period when the Board is unable to dispose of the relevant Assets or repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of such Assets to the holders thereof or during which time any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of such Instruments, if any, cannot in the opinion of the Board be effected at normal rates of exchange, (e) any period when the Value of any subsidiary of the Company may not be determined accurately, (f) when for any other reason, the prices of any investments cannot be promptly or accurately ascertained.

**Art. 27. Meetings of Unitholders and Compartment Shareholders of a Specific Class.**

27.1 The Unitholders and Compartment Shareholders of a Class or Classes issued in respect of any Compartment may participate in Class meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Class.

27.2 In addition, the Unitholders and Compartment Shareholders of any Class may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Class.

27.3 The provisions of Article 15 shall apply to such Class meetings including in particular that one tenth of the holders of a Class of Beneficiary Units may require the Board in writing to convene a Class meeting.

27.4 Each Beneficiary Unit and each Compartment Share of the relevant Class is entitled to one vote, except if otherwise provided for in the Articles or any relevant Appendix.

27.5 Unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the Class meeting of Unitholders and the Class meeting of Compartment Shareholders are passed by a simple majority of the Beneficiary Units or Compartment Shares, as the case may be, present or represented and voting.

27.6 Any resolution of the general meeting of Shareholders, affecting the rights of the Unitholders or Compartment Shareholders of any Class, shall only be validly passed once confirmed by a resolution of the general meeting of Unitholders or Compartment Shareholders, as the case may be, of such Class or Classes, according to the quorum and majority rules provided by the Company Law.

**Section 6 - Accounting matters, dividends and distributions****Art. 28. Auditors.**

28.1 The accounting data set out in the annual report of the Company shall be audited by the independent auditors (réviseurs d'entreprises) appointed by the Board and remunerated by the Company.

28.2 The independent auditors shall perform all such duties as prescribed by the Company Law and the Securitisation Law.

28.3 The financial statements of the Company shall be expressed in euros.

**Art. 29. Accounting Year.** The accounting year of the Company shall commence on the first day of January of each year and shall terminate on the thirty-first day of December of the same year.

**Art. 30. Mandatory Capital Reserves - Dividends and Distributions.**

30.1 Five per cent of the annual net profits of the Company shall be allocated to the legal reserve required by Luxembourg law. This allocation shall cease to be required as soon and so long as such surplus reserve equals or exceeds ten per cent of the issued share capital of the Company, as such capital is increased or reduced from time to time.

30.2 The general meeting of Shareholders shall determine how the balance of net profits shall be disposed of and from time to time shall declare, or authorise the Board to pay, dividends and distributions in respect of such amounts. Subject to the provisions of Luxembourg law, the Board may decide from time to time to pay interim dividends. The general meeting of Shareholders, by conversion of net profits into capital and paid-in surplus, may distribute stock dividends in lieu of cash dividends, or to declare, or authorise the Board to pay, dividends or distributions in kind. Dividends and other distributions may also be paid out of unappropriated net profit brought forward from prior years.

30.3 Dividends and distributions declared may be paid in euros or any other currency selected by the Board, and may be paid at such times as the Board may determine. The Board may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate funds available for such dividends or distributions into the currency of payment.

30.4 Any dividends or distributions declared but not claimed by a Shareholder within a period of five years from the declaration thereof, shall be forfeited by the Shareholder and shall revert to the Company or the relevant Compartment thereof, as the case may be. The Board shall have the power from time to time to take all necessary action to perfect such reversion and to authorise such action on behalf of the Company. No interest will be paid on dividends declared or distributions made by the Company but held by it for the account of Shareholders.

30.5 Payments of dividends and other distributions in respect of Compartment Shares and Beneficiary Units shall be effected in accordance with the relevant Appendix. In case of divergence between the provisions of this Article and the provisions of the Appendix, the provisions of the Appendix shall prevail.

**Section 5 - Miscellaneous**

**Art. 31. Amendments to the Articles.** The Articles may be amended by a general meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the Company Law.

**Art. 32. Applicable Law.** All matters not governed by the Articles shall be determined in accordance with the Companies Law and the Securitisation Law.

*Transitory provisions*

The first accounting year shall begin on the date of incorporation of the Company and it shall end on 31 December 2008.

The first annual general meeting of the Shareholders shall be held in 2008.



#### *Subscription and Payment*

The issued Founding Shares have been subscribed as follows:

OSIRIS TRUSTEES LIMITED, acting as trustee of iSTRUCTURE II TRUST, prenamed, .....	310 Founding Shares
Total: .....	310 Founding Shares

The Shares have all been fully paid up by payment in cash without share premium, so that the amount of thirty-one thousand Euros (EUR 31,000) is as of now at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

#### *Beneficiary Units*

As of the date of this deed, no Beneficiary Units have been issued by the Company.

#### *Statement*

The notary executing this deed declares that he has verified the conditions laid down in Article 26 of the Companies Act, confirms that these conditions have been observed and further confirms that these Articles comply with the provisions of Article 27 of the Companies Act.

#### *Estimate of formation expenses*

The appearing parties declare that the expenses, costs and fees or charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of its formation amount approximately to five thousand Euros (EUR 5,000).

#### *General meeting of shareholders*

The appearing parties, representing the entire subscribed share capital and considering themselves as having been duly convened, immediately proceeded to hold a general meeting of Shareholders.

Having first verified that the meeting was regularly constituted, they have passed the following resolutions by a unanimous vote that:

I. The number of members of the Board be set at three (3).

The following persons are appointed as members of the Board:

(a) Bart Zech, Managing Director, VISTRA (LUXEMBOURG) S.à r.l., born on September 5, 1969 in Putten (Netherlands) whose business address is 12-14, rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg;

(b) Roeland P. Pels, Managing Director, VISTRA (LUXEMBOURG) S.à r.l., born on August 28th, 1949 in Hilversum (Netherlands), whose business address is 12-14, rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg;

(c) Frank Helmut Walenta, Senior Account Manager/Legal Counsel, VISTRA (LUXEMBOURG) S.à r.l., born on February 2nd, 1972 in Geneva (Switzerland), whose business address is 12-14, rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg.

The term of office of the members of the Board shall end if so resolved at the general meeting of Shareholders called to approve the annual accounts of the Company for the year ending 2008.

II. The address of the registered office of the Company is 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg.

III. The following party is appointed as independent auditor of the Company:

PricewaterhouseCoopers S.à r.l., 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg; inscribed in the «Registre de Commerce et des Sociétés» of Luxemburg, under the Number B 65.477.

The term of appointment of the independent auditor shall end if so resolved at the general meeting of Shareholders called to approve the annual accounts of the Company for the year ending 2008.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English and followed by a German translation; on the request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the German text, the English text will prevail.

The document having been read to the mandatory of the appearing parties, said mandatory signed together with Us, the notary, the present original deed.

DWS ACCESS S.A.

Société Anonyme nach Luxemburger Recht - Satzung

Im Jahre zweitausendsieben, am 5. Dezember 2007.

Vor dem unterzeichneten Notar Christine Doerner, mit Amtssitz in Bettemburg.

Sind erschienen:

OSIRIS TRUSTEES LIMITED, mit Sitz in P.O. Box 437, Seaton House, 19 Seaton Place, St. Helier Jersey JE4 OZE, Channel Islands, handelnd als trustee für iSTRUCTURE II TRUST, hier vertreten durch: Frau Anja Lakoudi, Privat Angestellte, geschäftlich wohnend in Luxemburg;

gemäß privatschriftlicher Vollmacht, ausgestellt in Jersey, am 5. Dezember 2007.

Die erteilte Vollmacht, ordnungsgemäß durch die Erschienene und den Notar unterzeichnet, bleiben diesem Dokument beigefügt, um mit demselben einregistriert zu werden.

Die Erschienene hat in Ausführung ihrer Vertretungsbefugnis den Notar gebeten, die Satzung einer Gesellschaft zu beurkunden, die wie folgt gegründet werden soll:

### Abschnitt 1 - Allgemeines

**Art. 1. Definitionen.** Soweit in dieser Satzung genutzt, haben die folgenden Begriffe die nachstehend festgelegte Bedeutung. Soweit identisch definierte Begriffe ebenso in einem Beschluss des Verwaltungsrates, der ein Compartment gründet, enthalten sind, sollen die Definitionen, die in diesem Beschluss des Verwaltungsrates enthalten sind, in Bezug auf dieses Compartment vorgehen und in dem Fall, dass identisch definierte Begriffe ebenso in einer Anlage oder Konditionen enthalten sind, geht die Definition, die in dieser Anlage oder diesen Konditionen enthalten ist, in Bezug auf die Klassen von Instrumenten, auf die sich diese Anlage oder diese Konditionen beziehen, vor.

**Anlage** bezeichnet eine Anlage zur Satzung, in der die spezifischen Bedingungen der Compartment-Anteile bzw. Genussrechte aufgeführt sind, die innerhalb einer bestimmten Klasse eines bestimmten Compartments ausgegeben werden.

**Satzung** bezeichnet die Satzung der Gesellschaft, in der jeweils geltenden Fassung.

**Vermögenswerte** bezeichnet in Bezug auf ein Compartment die Vermögenswerte dieses Compartments.

**Genehmigtes Kapital** bezeichnet das, in Artikel 6 dieser Satzung beschriebene, genehmigte Kapital der Gesellschaft, in einer Höhe, wie sie von Zeit zu Zeit von der Hauptversammlung der Anteilinhaber festgelegt wird.

**Genussrechte** bezeichnet jegliche Genussrechte (parts bénéficiaires), die von der Gesellschaft von Zeit zu Zeit innerhalb einer bestimmten Klasse und in Bezug auf ein bestimmtes Compartment ausgegeben werden und die mit den in der Satzung und der maßgeblichen Anlage vorgesehenen Rechten ausgestattet sind.

**Verwaltungsrat** bezeichnet den Verwaltungsrat der Gesellschaft.

**Geschäftstag** bezeichnet einen Tag (außer einem Samstag oder Sonntag), an welchem Handelsbanken und Devisenmärkte in London, Luxemburg und an solchen anderen Orten, wie sie in der entsprechenden Anlage bestimmt werden können, Zahlungen leisten und für das Hauptgeschäft (inklusive Handel in Devisen und Fremdwährungseinlagen) geöffnet haben.

**Berechnungsstelle** bezeichnet die als solche in der entsprechenden Anlage benannte Person.

**Klasse** bezeichnet eine Klasse von Instrumenten, die für ein bestimmtes Compartment ausgegeben wird, wie in der jeweiligen Anlage oder in den Konditionen, je nach Sachverhalt, angegeben.

**Wert der Klasse** bezeichnet in Bezug auf eine Klasse von Instrumenten den Teil des Compartment-Wertes, der dieser Klasse zugewiesen oder zugerechnet wird.

**Gesellschaft** bezeichnet DWS ACCESS S.A.

**Gesetz von 1915** bezeichnet das Luxemburger Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen.

**Compartment** bezeichnet einen getrennten und separaten Teil der Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft im Sinne von Artikel 5 des Verbriefungsgesetzes, dem zu gegebenen Zeitpunkten Vermögenswerte zugewiesen werden.

**Compartment-Anteilhaber** bezeichnet die jeweiligen Inhaber von Compartment-Anteilen.

**Compartment-Anteile** bezeichnet alle Anteile, die von der Gesellschaft jeweils innerhalb einer bestimmten Klasse und in Bezug auf ein bestimmtes Compartment ausgegeben werden, und die mit den in der jeweiligen Anlage vorgesehenen Rechten ausgestattet sind.

**Compartment-Wert** bezeichnet in Bezug auf ein bestimmtes Compartment, den an einem Bewertungstag bestimmten Wert der Vermögenswerte, die diesem Compartment zugewiesen bzw. zugerechnet werden, abzüglich der Forderungen von Transaktionsparteien (außer den Instrument-Inhabern) des jeweiligen Compartments.

**Konditionen** bezeichnet in Bezug auf eine Klasse von Schuldinstrumenten die Bedingungen und Konditionen dieser Schuldinstrumente, wie sie im jeweiligen Verkaufsprospekt und in den jeweiligen Transaktionsunterlagen ausgeführt sind.

**Depotbank** bezeichnet das Kreditinstitut, das jeweils von der Gesellschaft als Depotbank für Vermögenswerte eines Compartments, wie in der betreffenden Anlage oder den betreffenden Konditionen, je nach Sachverhalt, bestimmt, bestellt wird.

**Inhaber von Schuldinstrumenten** bezeichnet die jeweiligen Inhaber von Schuldinstrumenten.

**Schuldinstrumente** bezeichnet jegliche Schuldinstrumente, die von der Gesellschaft jeweils innerhalb einer bestimmten Klasse und in Bezug auf ein bestimmtes Compartment ausgegeben werden und die mit den in den entsprechenden Konditionen vorgesehenen Rechten ausgestattet sind.

**EUR, Euro, €** bezeichnet die gesetzliche Währung hinsichtlich des Großherzogtums Luxemburg und die gesetzliche Währung der Mitgliedstaaten der Europäischen Union, die sich an der dritten Phase der europäischen Wirtschafts- und Währungsunion beteiligen.

**Inhaber von Gründungsanteilen** bezeichnet die jeweiligen Inhaber von Gründungsanteilen.

**Gründungsanteile** bezeichnet Gründungsanteile am Eigenkapital der Gesellschaft, die nicht für ein Compartment ausgeben werden und die mit den, wie in der Satzung beschrieben, jeweils damit verbundenen Rechten ausgestattet sind.

**Instrument-Inhaber** bezeichnet die jeweiligen Inhaber von Instrumenten.

**Instrumente** bezeichnet jegliche Anteile, Genussrechte und/oder Schuldinstrumente.

**Ausgabetag** bezeichnet, in Bezug auf die Instrumente, das Datum, das als solches in der betreffenden Anlage oder in den betreffenden Konditionen, je nachdem, was zutrifft, festgeschrieben wurde.

**Verkaufsprospekt** bezeichnet den Prospekt, der sich auf ein Compartment des Emittenten und auf eine bestimmte Klasse oder Klassen von Instrumenten bezieht, die für das betreffende Compartment ausgegeben werden.

**Rücknahmebetrag** bezeichnet den Betrag, zu dessen Erhalt jeder Inhaber eines Compartment-Anteils oder Genussrechts einer bestimmten Klasse am Rücknahmetag gemäß der Satzung und der jeweiligen Anlage einen Anspruch hat.

**Rücknahmetag** bezeichnet in Bezug auf jede Klasse von Compartment-Anteilen oder Genussrechten den Tag, an dem der Rücknahmebetrag von der Gesellschaft gemäß der Satzung und der jeweiligen Anlage zahlbar ist.

**Register** bezeichnet in Bezug auf die jeweils in Namensform ausgegebenen Instrumente jeder Klasse, das von der Gesellschaft oder der jeweiligen Registerstelle zum Zwecke der Eintragung und Übertragung dieser Namensinstrumente gehaltene Register (welches für die Compartment-Anteile das Anteilregister der Gesellschaft im Sinne von Artikel 39 des Gesetzes von 1915 ist).

**Registerstelle** bezeichnet die jeweilige Person in Luxemburg, die von der Gesellschaft als Registerführer für eine Klasse von Instrumenten bestellt ist, wie in der betreffenden Anlage oder den Konditionen, je nach Sachverhalt, bestimmt.

**Verbriefungsgesetz** bezeichnet das Luxemburger Gesetz vom 22. März 2004 über Verbriefungen.

**Anteilinhaber** bezeichnet den jeweiligen Inhaber von Gründungsanteilen oder Compartment-Anteilen.

**Anteile** bezeichnet, je nach Sachverhalt, die Gründungsanteile und/oder die Compartment-Anteile.

**Börse** bezeichnet jede Börse einschließlich der geregelten Märkte, wie sie in Artikel 4 Absatz 1 Unterabsatz 14 der Richtlinie 2004/39/EG des Europäischen Parlamentes und des Rates vom 21. April über Märkte für Finanzinstrumente definiert sind, gemeint.

**Tranche** bezeichnet eine Tranche von Instrumenten, die von der Gesellschaft ausgegeben wurden und die eine Klasse oder einen Teil einer Klasse bilden.

**Transaktionsunterlagen** bezeichnet in Bezug auf ein bestimmtes Compartment die von der Gesellschaft hinsichtlich dieses Compartments eingegangenen Verträge, und die, je nach Sachverhalt, in der jeweiligen Anlage oder in den jeweiligen Konditionen aufgeführt sind.

**Transaktionspartei** bezeichnet in Bezug auf ein Compartment eine Partei, die von dem jeweiligen Compartment ausgegebene Instrumente hält, oder einen Gläubiger, dessen Ansprüche im Zusammenhang mit der Errichtung, dem Betrieb oder der Liquidation des betreffenden Compartments entstanden sind oder diesem vom Verwaltungsrat ordnungsgemäß zugewiesen wurden.

**Genussrechtsinhaber** bezeichnet die jeweiligen Inhaber von Genussrechten.

**Bewertungstag** bezeichnet einen Tag, an dem ein Compartment-Wert oder ein Wert je Instrument von der Berechnungsstelle im Einklang mit der betreffenden Anlage oder, im Falle von Schuldinstrumenten, den Konditionen berechnet wird.

**Wert je Instrument** bezeichnet in Bezug auf eine Klasse von (i) Compartment-Anteilen, (ii) Genussrechten oder (iii) Schuldinstrumenten, deren Rendite sich direkt aus den der Ausgabe dieser Schuldinstrumente zugrunde liegenden Vermögenswerten ableitet, den Wert, der an einem Bewertungstag durch Teilung des Wertes der Klasse, der dieser Klasse von Instrumenten zuzurechnen ist, durch die Anzahl der zum jeweiligen Zeitpunkt in Umlauf befindlichen Instrumente ermittelt wird.

## Abschnitt 2 - Die Gesellschaft

**Art. 2. Rechtsform und Name.** Zwischen den Unterzeichnenden und allen, welche Eigentümer von nachfolgend ausgegebenen Anteilen und Genussrechten werden, wird hiermit eine Gesellschaft in Form einer société anonyme, unter dem Namen DWS ACCESS S.A., welche den Status einer Verbriefungsgesellschaft (société de titrisation) im Sinne des Verbriefungsgesetzes hat und Gegenstand der Regelungen dieses Verbriefungsgesetzes ist und dessen Bestimmungen unterliegt, errichtet.

### Art. 3. Gesellschaftssitz.

3.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg errichtet worden.

3.2 Sofern der Verwaltungsrat die Feststellung trifft, dass außerordentliche politische oder militärische Ereignisse sich ereignet haben oder unmittelbar bevorstehen, welche die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die einfache Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen, kann der Sitz zeitweilig bis zur vollständigen Behebung dieser besonderen Umstände ins Ausland verlegt werden; eine solche provisorische Maßnahme hat jedoch keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, welche ungeachtet einer solchen zeitweiligen Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

#### **Art. 4. Dauer.**

4.1 Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

4.2 Die Gesellschaft kann jederzeit durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Anteilhaber, nach dem Verfahren, wie es für die Abänderung der Satzung vorgesehen ist, aufgelöst und in Liquidation gesetzt werden, vorausgesetzt allerdings, dass die Gesellschaft solange nicht aufgelöst und in Liquidation gesetzt wird, wie ein Compartment der Gesellschaft nicht in Übereinstimmung mit dieser Satzung und der entsprechenden Anlage, die im Hinblick auf die Anteile jeder Klasse, die in einem solchen Compartment ausgegeben wurden, Anwendung finden, aufgelöst und liquidiert wurde.

#### **Art. 5. Gesellschaftszweck.**

5.1 Der ausschließliche Zweck der Gesellschaft ist es, ein oder mehrere Verbriefungsgeschäfte im Sinne des Verbriefungsgesetzes einzugehen, und die Gesellschaft kann in diesem Zusammenhang in einem oder mehr Geschäften oder auf kontinuierlicher Basis, bestehende oder zukünftige Risiken, die im Zusammenhang mit der Beteiligung an Vermögenswerten, ob beweglich oder unbeweglich, materiell oder immateriell, stehen, sowie Risiken, die aus Verpflichtungen, die von Dritten übernommen wurden oder sich auf alle oder Teile der Tätigkeiten von Dritten beziehen, übernehmen. Die Gesellschaft kann diese Risiken durch Erwerb der Vermögenswerte, durch das Garantieren der Verbindlichkeiten oder durch Selbstbindung auf einem anderen Wege übernehmen. Soweit dies gesetzlich und gemäß dieser Satzung zulässig ist, kann sie ebenso die Forderungen und andere von ihr gehaltene existierende oder zukünftige Vermögenswerte, durch ein oder mehrere Geschäfte oder auf kontinuierlicher Basis übertragen oder diese veräußern gemäß der entsprechenden Anlage oder den entsprechenden Konditionen von ausstehenden Instrumenten.

5.2 Die Gesellschaft kann im gleichen Zusammenhang und in dem Maße, wie es das Verbriefungsgesetz zulässt, Darlehen, Aktien, Anleihen, Schuldverschreibungen, Obligationen, Wechsel, Vorzugsdarlehen, Anteile, Optionsscheine und andere Wertpapiere erwerben, veräußern und in solche investieren. Die Gesellschaft kann im Sinne von Artikel 61 des Verbriefungsgesetzes an Luxemburger oder ausländische juristische Personen Pfandgegenstände, andere Garantien oder Sicherheiten jeder Art gewähren.

Die Gesellschaft kann von Zeit zu Zeit Instrumente ausgeben, die sich auf ein oder mehrere getrennte Compartments beziehen, mit einem Ertrag, basierend auf der Entwicklung von jeder Art von Wertpapieren, Anteilen oder Aktien von Organismen für gemeinsame Anlagen oder Finanzinstrumenten gleich welcher Art (einschließlich, um Zweifel auszuschließen, derivativer Instrumente), und/oder von jedem anderen Vermögenswert oder jedem anderen Risiko im Sinne von Artikel 53 des Verbriefungsgesetzes. Instrumente einer bestimmten Klasse können in einer oder mehreren Tranchen ausgegeben werden.

5.3 Die Gesellschaft kann, in dem Maße wie es das Verbriefungsgesetz zulässt, ihre Vermögenswerte unter den Bedingungen abtreten, welche der Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit, in Übereinstimmung mit und gemäß der entsprechenden Anlage oder den entsprechenden Konditionen, je nachdem was zutreffend ist, bezüglich der Instrumente, die von der Gesellschaft in Bezug auf solche Vermögenswerte ausgegeben werden, festsetzt.

5.4 Die Gesellschaft kann alle rechtlichen, kommerziellen, technischen und finanziellen Investitionen oder Tätigkeiten und im Allgemeinen alle Transaktionen, welche notwendig oder nützlich sind, um ihren Zweck zu erfüllen und weiterzuentwickeln, ebenso wie alle Tätigkeiten, die direkt oder indirekt die Erreichung des Zweckes in allen oben beschriebenen Bereichen erleichtern, ausführen.

5.5 Die Gesellschaft kann in jeder vom Verbriefungsgesetz erlaubten Form Kredite aufnehmen. Sie kann Wertpapiere jeder Art ausgeben, einschließlich unter einem oder mehr Ausgabeprogrammen. Die Gesellschaft kann, in dem Maße, wie es das Verbriefungsgesetz erlaubt, Risiken aufnehmen durch Eingehen von Darlehensgeschäften einschließlich bezüglich der Erträge aus Darlehen und/oder der Ausgabe von Wertpapieren mit ihren Tochtergesellschaften, verbundenen Unternehmen oder mit jeder anderen Gesellschaft.

#### **Art. 6. Gesellschaftskapital.**

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann Gründungsanteile und, falls vorhanden, Compartment-Anteile umfassen. Gegenwärtig hat die Gesellschaft ein ausgegebenes Gesellschaftskapital von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000), bestehend aus dreihundertzehn (310) Gründungsanteilen, jeder mit einem Nennwert von einhundert Euro (EUR 100), welche alle voll einbezahlt wurden.

6.2 Die Gesellschaft hat ein Genehmigtes Kapital von einer Milliarde Euro (EUR 1.000.000.000).

6.3 Das genehmigte und ausgegebene Kapital der Gesellschaft kann durch einen Beschluss der Anteilhaber nach dem Verfahren, wie es für eine Abänderung dieser Satzung vorgesehen ist, erhöht oder herabgesetzt werden.

6.4 Des Weiteren kann das ausgegebene Kapital der Gesellschaft aufgrund eines Verwaltungsratsbeschlusses durch die Ausgabe neuer Anteile bis zur Höhe des Betrages des Genehmigten Kapitals erhöht werden. Jedes Mal, wenn der Verwaltungsrat so handelt, um eine Erhöhung des ausgegebenen Kapitals wie in dieser Satzung vorgesehen ganz oder teilweise durchzuführen, wird der Verwaltungsrat veranlassen, diesen Artikel 6 aktualisieren zu lassen, so dass dieser diese Kapitalerhöhung widerspiegelt, und er wird alle notwendigen Handlungen vornehmen oder dazu ermächtigen, alle notwendigen Handlungen zum Zweck einer solchen Berichtigung in Übereinstimmung mit dem Luxemburger Recht durchzuführen.

6.5 Der Verwaltungsrat kann von Zeit zu Zeit solche Kapitalreserven (zusätzlich zu jenen, die gesetzlich vorgeschrieben sind) bilden, wie sie nach seiner Entscheidung angemessen sind, und er kann einen Agio aus Geldmitteln, welche die

Gesellschaft als Ausgabepremien auf die Ausgabe und den Verkauf von Anteilen erhalten hat, bilden, wovon die Reserven oder der Agio, zwecks Vorsorge für die Zahlung von Anteilen, welche die Gesellschaft in Übereinstimmung mit dieser Satzung zurücknimmt, zum Ausgleich realisierter oder nicht realisierter Kapitalverluste, zur Zahlung einer Dividende oder einer anderen Ausschüttung oder, zwecks Zuordnung zum Betrag der gesetzlichen Rücklage oder zu jeder anderen Liquiditätsreserve, verwendet werden können und wie es durch die Hauptversammlung der Anteilhaber oder den Verwaltungsrat, je nach Sachverhalt, bestimmt wurde.

6.6 Anteile, die innerhalb des Genehmigten Kapitals ausgegeben werden, können je nachdem, wie dies der Verwaltungsrat beschließt, aus derselben oder zwei oder mehr verschiedenen Klassen bestehen. Die spezifischen, jeder Klasse von Anteilen zugeordneten Rechte werden zum Zeitpunkt der Ausgabe durch den Verwaltungsrat (im Falle der Ausgabe innerhalb des Genehmigten Kapitals) beziehungsweise durch die Hauptversammlung der Anteilhaber festgelegt.

6.7 Die Compartment-Anteilhaber sind nicht dazu berechtigt, den Umtausch ihrer Anteile in Anteile, die sich auf ein anderes Compartment beziehen, zu verlangen.

#### **Art. 7. Anteile.**

7.1 Gründungsanteile verleihen kein Recht auf Teilhabe an den bestehenden oder erwirtschafteten Vermögenswerten, Gewinnen oder Überschüssen eines jeden Compartments. Soweit nicht anderweitig in der entsprechenden Anlage festgelegt, verleihen Compartment-Anteile kein Recht auf Teilhabe an den bestehenden oder erwirtschafteten Vermögenswerten, Gewinnen oder Überschüssen eines anderen/anderer Compartment(s) als dem/den Compartment(s), für welches/welche die Compartment-Anteile ausgegeben worden sind, diesbezüglich sind immer die Bedingungen anwendbar, die in der entsprechenden Anlage festgelegt sind.

7.2 Gründungsanteile verleihen ihrem Inhaber das Recht, solche Gewinne von der Gesellschaft zu erhalten, die nicht (einem) für Ausschüttungen offene(n) Compartment(s) zugerechnet werden können, wie es die Hauptversammlung der Anteilhaber in Übereinstimmung mit Artikel 15 entscheiden kann, und im Falle einer Auflösung und Liquidation der Gesellschaft gemäß Artikel 16, das Recht auf den Liquidationsüberschuss, der keinem/keinen Compartment(s) zugerechnet werden kann.

7.3 Die Anteile beinhalten die in Artikel 15 festgelegten Stimmrechte.

7.4 Anteile werden als Namensanteile oder Inhaberanteile ausgegeben. Inhaberanteile können jederzeit auf Antrag ihres Eigentümers in Namensanteile umgetauscht werden. Namensanteile können nicht in Inhaberanteile umgetauscht werden, allerdings mit der Maßgabe, dass Compartment-Anteile in Form von Namensanteilen in Inhaberanteile eines Compartments in dem Umfang umgewandelt werden können, wie diese Umwandlung in der entsprechenden Anlage ausdrücklich vorgesehen ist. Eine Umwandlung von Inhaberanteilen in Namensanteile wird durch Annullierung des Inhaberanteilzertifikates und einen Eintrag in das Anteilregister, um diese Übertragung zu belegen, durchgeführt. Eine Umwandlung von Namensanteilen in Inhaberanteile wird durch die Ausgabe eines oder mehrerer Inhaberanteilzertifikate und einen Eintrag in das Anteilregister, um diese Umwandlung zu belegen, durchgeführt. Der Verwaltungsrat kann die Kosten einer solchen Umwandlung dem die Umwandlung beantragenden Anteilhaber auferlegen.

7.5 Ein Register der Namensanteile wird am Sitz der Gesellschaft geführt, wo es jedem Anteilhaber zur Einsichtnahme zur Verfügung steht. Das Register hat alle nach Artikel 39 des Gesetzes von 1915 erforderlichen Informationen zu enthalten. Inhaber von Namensanteilen können bei der Gesellschaft beantragen, ein von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschriebenes Zertifikat auszugeben und auszuliefern, in dem ihr jeweiliger Besitz an Namensanteilen aufgeführt ist.

7.6 Das Eigentum an Namensanteilen entsteht mit der Registrierung in besagtes Register. Die Übertragung von Namensanteilen wird durch Eintragung einer schriftlichen Übertragungserklärung im Anteilregister, die durch den Zedenten und den Zessionar, oder hierzu ordnungsgemäß bevollmächtigte Personen, datiert und unterzeichnet sein muss, wirksam. Jede Übertragung von Namensanteilen wird in das Anteilregister eingetragen; diese Eintragung muss von einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern oder leitenden Angestellten der Gesellschaft, oder von einer oder mehreren hierzu vom Verwaltungsrat ordnungsgemäß ermächtigten anderen Person(en) unterzeichnet sein.

7.7 Die Übertragung von Inhaberanteilen erfolgt durch bloße Übergabe.

7.8 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Eigentümer pro Anteil an; soweit ein Anteil von mehr als einer Person gehalten wird, werden die Personen, die das Eigentum an dem Anteil für sich beanspruchen, einen einzigen Vertreter bestellen müssen, welcher diesen Anteil gegenüber der Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft hat das Recht, die Ausübung aller mit diesem Anteil verbundenen Rechte auszusetzen, bis eine Person als der alleinige Eigentümer gegenüber der Gesellschaft bestimmt worden ist.

7.9 Die Anteile sind frei übertragbar, außer, wenn für Compartment-Anteile ausdrücklich in der entsprechenden Anlage etwas anderes vorgesehen ist.

7.10 Wenn ein Eigentümer eines Inhaberanteils gegenüber der Gesellschaft glaubhaft darlegen kann, dass sein Inhaberanteilzertifikat verloren, beschädigt oder zerstört wurde, kann auf seinen Antrag und zu den Bedingungen und zu den Garantien, welche die Gesellschaft bestimmt und verlangt, ein Duplikat eines Inhaberanteilzertifikates ausgegeben werden. Mit Ausgabe des neuen Inhaberanteilzertifikates, auf welchem vermerkt wird, dass es sich um ein Duplikat handelt, wird das ursprüngliche Inhaberanteilzertifikat, als dessen Ersatz das neue Inhaberanteilzertifikat ausgegeben wurde, ungültig. Beschädigte Anteilzertifikate können von der Gesellschaft annulliert und durch neue Zertifikate ersetzt werden. Die Gesellschaft kann dem Anteilhaber nach ihrem Ermessen die Kosten eines Duplikates oder eines neuen Inhaberanteil-

zertifikates auferlegen, sowie alle zu Lasten der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Ausgabe und Registrierung hiervon oder im Zusammenhang mit der Annullierung des ursprünglichen Inhaberanteilzertifikates angefallenen angemessenen Aufwendungen verlangen.

7.11 Die Gesellschaft kann beschließen, Anteilsbruchteile eines Compartment-Anteils auszugeben. Solche Anteilsbruchteile eines Compartment-Anteils verleihen kein Stimmrecht, jedoch ein Recht auf einen entsprechenden Bruchteil an dem der entsprechenden Klasse von Compartment-Anteilen zuzuordnenden Nettovermögen. Soweit ein Anteilinhaber Bruchteile von Compartment-Anteilen hält, die im Ganzen einem ganzen Compartment-Anteil entsprechen, ist dieser Anteilinhaber, vorbehaltlich der Bestimmungen der entsprechenden Anlage, zu einer Stimme berechtigt.

#### **Art. 8. Verwaltungsrat.**

8.1 Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der sich aus nicht weniger als drei Mitgliedern zusammensetzt, die keine Anteilinhaber der Gesellschaft sein müssen. Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden von den Anteilhabern auf der Hauptversammlung der Anteilinhaber gewählt; auf Letzterer werden ferner deren Vergütung und die Dauer, für die sie gewählt werden, festgelegt.

8.2 Der Verwaltungsrat wird mit der Mehrheit der Stimmen der auf einer Hauptversammlung der Anteilinhaber anwesenden oder vertretenen Anteile gewählt.

8.3 Jedes Verwaltungsratsmitglied kann jederzeit auf Beschluss, der mit der Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Anteile auf einer Hauptversammlung gefasst wurde, mit oder ohne Grund abberufen oder ersetzt werden.

8.4 Im Falle eines freigewordenen Verwaltungsratsmandates können die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder vorübergehend die unbesetzte Stelle besetzen; eine endgültige Entscheidung hinsichtlich dieser Nominierung treffen die Anteilinhaber auf ihrer nächsten Hauptversammlung.

#### **Art. 9. Verwaltungsratssitzungen.**

9.1 Der Verwaltungsrat wird aus seiner Mitte einen Vorsitzenden und des Weiteren einen oder mehrere stellvertretende(n) Vorsitzende(n) wählen. Ferner kann er einen Schriftführer benennen, der kein Verwaltungsratsmitglied sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Hauptversammlungen der Anteilinhaber erstellt und aufbewahrt. Der Verwaltungsrat tritt auf Einberufung des Vorsitzenden, falls ein solcher gewählt wurde, oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einberufungsmittelteilnahme angegebenen Ort zusammen.

9.2 Der Vorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen und die Hauptversammlungen der Anteilinhaber. In seiner Abwesenheit oder im Falle, dass kein Vorsitzender ernannt wurde, bestimmen die Anteilinhaber oder die Verwaltungsratsmitglieder per Mehrheitsentscheid ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder, im Falle einer Hauptversammlung der Anteilinhaber, jede andere Person, um den Vorsitz dieser Sitzungen bzw. Versammlungen zu übernehmen.

9.3 Beschlüsse des Verwaltungsrates werden durch Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst.

9.4 Der Verwaltungsrat kann leitende Angestellte, einschließlich eines geschäftsführenden Direktors, eines Geschäftsführers und stellvertretende Geschäftsführer sowie sonstige leitende Angestellte, wie sie von der Gesellschaft für die Geschäftsführung und Verwaltung der Gesellschaft für notwendig erachtet werden, ernennen. Derartige Ernennungen können vom Verwaltungsrat jederzeit gekündigt werden. Die leitenden Angestellten müssen nicht Verwaltungsratsmitglieder oder Anteilinhaber der Gesellschaft sein. Die leitenden Angestellten haben die ihnen vom Verwaltungsrat übertragenen Rechte und Aufgaben.

9.5 Mindestens ein Geschäftstag vor dem vorgesehenen Sitzungstermin hat, außer im Falle einer Dringlichkeit, in welchem Falle die Gründe für diese Dringlichkeit im Einberufungsschreiben dargelegt werden müssen, die schriftliche Einberufung der Verwaltungsratssitzung an alle Verwaltungsratsmitglieder zu erfolgen. Auf ein Einberufungsschreiben kann verzichtet werden, wenn jedes Verwaltungsratsmitglied dem schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder mittels eines ähnlichen Kommunikationsmittels zugestimmt hat. Eine gesonderte Einberufung ist nicht erforderlich im Hinblick auf Verwaltungsratssitzungen, die zu einer Zeit und an einem Ort abgehalten werden, wie diese in einem zuvor bereits getroffenen Verwaltungsratsbeschluss festgelegt wurde.

9.6 Jedes Verwaltungsratsmitglied kann ein anderes Verwaltungsratsmitglied schriftlich per Telegramm, Telex, Telefax oder einem ähnlichen Kommunikationsmittel zu seinem Stellvertreter auf einer Verwaltungsratssitzung bestellen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

9.7 Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an einer Verwaltungsratssitzung im Rahmen einer Telefonkonferenz oder ähnlicher Kommunikationsmittel teilnehmen. Diese sollten sicherstellen, dass alle an einer solchen Sitzung teilnehmenden Personen sich gegenseitig hören können. Die Teilnahme an einer Sitzung im vorbezeichneten Sinne steht der physischen Teilnahme an einer solchen Sitzung gleich.

9.8 Der Verwaltungsrat kann rechts wirksam nur Beschlüsse treffen und Handlungen vornehmen, wenn mindestens die Mehrheit seiner Mitglieder oder eine andere vom Verwaltungsrat festgelegte Zahl an Mitgliedern anwesend oder vertreten ist.

9.9 Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden in einem Sitzungsprotokoll protokolliert und vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung unterzeichnet. Abschriften der Auszüge solcher Protokolle, die vor Gericht oder anderweitig

vorgelegt werden müssen, werden rechtswirksam durch den Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder durch ein Verwaltungsratsmitglied unterzeichnet.

9.10 Von allen Verwaltungsratsmitgliedern getroffene und unterzeichnete schriftliche Beschlüsse im Umlaufverfahren sind ebenso wirksam wie auf einer Verwaltungsratssitzung getroffene Beschlüsse; jedes Verwaltungsratsmitglied muss schriftlich, entweder per Telegramm, Telex, Telefax oder mittels eines ähnlichen Kommunikationsmittels dem entsprechenden Beschluss zustimmen. Die Gesamtheit der schriftlichen Beschlüsse bildet das Protokoll zum Nachweis der getroffenen Entscheidung.

#### **Art. 10. Befugnisse des Verwaltungsrates.**

10.1 Der Verwaltungsrat verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, um sämtliche Handlungen der Geschäftstätigkeit und der Verwaltung im Rahmen des Gesellschaftszweckes vorzunehmen.

10.2 Sämtliche nicht ausdrücklich durch Gesetz oder durch diese Satzung der Hauptversammlung der Anteilinhaber vorbehaltenen Befugnisse fallen in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrates.

**Art. 11. Unterschriftsberechtigung.** Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtswirksam durch die gemeinsame Unterschrift zweier Verwaltungsratsmitglieder oder durch gemeinsame oder alleinige Unterschrift der Person(en), die hierzu vom Verwaltungsrat ermächtigt wurden, verpflichtet.

#### **Art. 12. Übertragung von Befugnissen.**

12.1 Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse zur Durchführung der täglichen Geschäftsführung und zur Vornahme von Handlungen der Gesellschaft (einschließlich der Befugnis, als Unterschriftsberechtigter für die Gesellschaft zu handeln) sowie seine Befugnisse zur Vornahme von dem Gesellschaftszweck oder der Gesellschaftspolitik förderlichen Handlungen auf eine oder mehrere natürliche oder juristische Person(en) übertragen, die keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen, und welche, die vom Verwaltungsrat festgelegten Befugnisse haben und die diese Befugnisse, vorbehaltlich der Ermächtigung des Verwaltungsrates, weiterdelegieren können.

12.2 Der Verwaltungsrat kann zudem andere spezielle Vollmachten durch notarielle oder privatschriftliche Vollmacht erteilen.

#### **Art. 13. Interessenkonflikt.**

13.1 Verträge oder sonstige Transaktionen der Gesellschaft mit einem anderen Unternehmen oder einer anderen Firma werden nicht durch die Tatsache beeinträchtigt oder unwirksam, dass eines oder mehrere der Mitglieder des Verwaltungsrates oder leitende Angestellte der Gesellschaft an diesem anderen Unternehmen oder an dieser anderen Firma beteiligt sind oder dort als Mitglied des Verwaltungsrates bzw. als Gesellschafter, leitender Angestellter oder als Mitarbeiter tätig sind. Ein Mitglied des Verwaltungsrates oder ein leitender Angestellter, welcher als Mitglied des Verwaltungsrates oder als leitender Angestellter oder als Mitarbeiter bei einem Unternehmen oder einer Firma tätig ist, mit der die Gesellschaft beabsichtigt, einen Vertrag abzuschließen oder anderweitige geschäftliche Beziehungen aufzunehmen, ist nicht auf Grund seiner Verbundenheit mit dem anderen Unternehmen bzw. der anderen Firma daran gehindert, an Beratungen, Abstimmungen oder Handlungen in Bezug auf Angelegenheiten teilzunehmen, welche sich im Hinblick auf diesen Vertrag oder in Bezug auf sonstige geschäftliche Angelegenheiten ergeben.

13.2 Sofern ein Mitglied des Verwaltungsrates oder ein leitender Angestellter der Gesellschaft bei einer Transaktion der Gesellschaft persönliche Interessen verfolgt, die denen der Gesellschaft zuwider laufen, ist dieses Mitglied des Verwaltungsrates oder der leitende Angestellte verpflichtet, den Verwaltungsrat von diesen gegensätzlichen Interessen in Kenntnis zu setzen; das betreffende Mitglied ist daraufhin von der Beratung und Abstimmung im Zusammenhang mit der Transaktion ausgenommen. Die Transaktion und das diesbezügliche Interesse des Verwaltungsratsmitgliedes oder leitenden Angestellten ist auf der nächstfolgenden Hauptversammlung der Anteilinhaber offen zu legen.

**Art. 14. Schadloshaltung der Verwaltungsratsmitglieder und leitenden Angestellten.** Die Gesellschaft wird jedes Mitglied des Verwaltungsrates oder leitenden Angestellten und dessen Erben, Testamentsvollstrecker und Verwalter im Hinblick auf alle angemessenen Ausgaben schadlos halten, welche diesem im Zusammenhang mit einer Klage, einer Rechtsverfolgungsmaßnahme oder einem Verfahren entstanden sind, bei welchen er aufgrund seiner Stellung oder früheren Stellung als Verwaltungsratsmitglied oder leitender Angestellter der Gesellschaft Partei ist, außer im Zusammenhang mit Angelegenheiten, in denen er aufgrund einer solchen Klage, Rechtsverfolgungsmaßnahme oder Verfahren wegen grober Fahrlässigkeit oder Fehlverhaltens endgültig verurteilt wird. Das vorstehende Recht auf Schadloshaltung schließt andere ihm etwaig zustehende Ansprüche nicht aus.

#### **Art. 15. Hauptversammlungen der Anteilinhaber.**

15.1 Jede ordentlich zustande gekommene Hauptversammlung der Anteilinhaber der Gesellschaft vertritt die Gesamtheit der Anteilinhaber. Sie verfügt über die Befugnisse, Handlungen im Zusammenhang mit den Geschäften der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen. Ihre Beschlüsse binden alle Anteilinhaber der Gesellschaft, ohne Rücksicht darauf, welche Klassen von Anteilen sie halten.

15.2 Eine Hauptversammlung der Anteilinhaber wird durch den Verwaltungsrat einberufen. Sie kann auch auf schriftlichen Antrag der Anteilinhaber, die wenigstens ein Zehntel des Anteilkapitals der Gesellschaft vertreten, einberufen werden.

15.3 Die Einladung zu einer Hauptversammlung der Anteilhaber enthält die Tagesordnung dieser Versammlung. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in dem Fall, in welchem die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Anteilhaber einberufen wird, in welchem Falle der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten kann. Die auf einer Hauptversammlung der Anteilhaber zu behandelnden Fragen sind auf die in der Tagesordnung (welche sämtliche gesetzlich erforderlichen Punkte zu enthalten hat) aufgeführten und damit in Zusammenhang stehenden Punkte beschränkt.

15.4 Sofern sämtliche Anteilhaber auf der Hauptversammlung der Anteilhaber anwesend oder vertreten sind und sie alle erklären, dass sie ordnungsgemäß über die Tagesordnung der Hauptversammlung in Kenntnis gesetzt wurden, kann die Versammlung ohne vorherige Einladung abgehalten werden.

15.5 Der Verwaltungsrat kann im Voraus einen Termin als Stichtag, der nicht mehr als fünfundsiebzig Tage vor dem Datum einer Hauptversammlung der Anteilhaber liegen darf, für die Feststellung der Anteilhaber, die berechtigt sind, zu einer Versammlung geladen zu werden und auf ihr zu wählen festlegen und, in diesem Fall sollen diese Anteilhaber und nur diese, welche an dem so festgesetzten Datum als Anteilhaber nachgewiesen wurden berechtigt sein, zu dieser Versammlung geladen zu werden und dort zu wählen, ungeachtet einer Anteilsübertragung im Anteilregister nach einem wie vorstehend festgesetzten Stichtag.

15.6 Die Jahreshauptversammlung der Anteilhaber wird in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft, oder an einem anderen Ort in Luxemburg, wie in der Einladung zur Versammlung gegebenenfalls angegeben, am dritten Dienstag des Monats Juni um 16.00 Uhr Luxemburger Zeit abgehalten. Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag, so tritt die Jahreshauptversammlung am nächstfolgenden Geschäftstag zusammen. Weitere Hauptversammlungen der Anteilhaber können an einem in der Einladung angegebenen Ort und zu einer dort angegebenen Zeit abgehalten werden.

15.7 Soweit nichts anderes durch diese Satzung bestimmt, gelten hinsichtlich der Einladungen und für die Durchführung der Hauptversammlung der Anteilhaber der Gesellschaft die vom Gesetz von 1915 geforderten Erfordernisse hinsichtlich der Beschlussfähigkeit und der Fristen.

15.8 Unbeschadet anderer Bestimmungen dieser Satzung oder der jeweils anwendbaren Anlage berechtigt jeder Anteil zu einer Stimme. Ein Anteilhaber kann auf jeder Hauptversammlung der Anteilhaber durch die Ernennung einer anderen Person als seinen Stellvertreter mittels Schriftstück, Kabel, Telegramm, Telex oder Telefax handeln. Soweit nicht vom Gesetz von 1915 anders verlangt, werden Beschlüsse auf einer ordnungsgemäß eingeladenen Hauptversammlung der Anteilhaber mit einfacher Mehrheit der wählenden anwesenden und vertretenen Anteilhaber getroffen.

15.9 Der Verwaltungsrat kann jede andere angemessene Bedingung aufstellen, die von den Anteilhabern für eine Teilnahme an einer Hauptversammlung der Anteilhaber zu erfüllen ist.

#### **Art. 16. Auflösung und Liquidation der Gesellschaft.**

16.1 Die Gesellschaft kann, durch Beschluss der Hauptversammlung der Anteilhaber und nach dem Verfahren, wie es für die Abänderung der Satzung vorgesehen ist, aufgelöst und liquidiert werden, allerdings mit der Maßgabe, dass die Gesellschaft solange nicht aufgelöst und liquidiert wird, wie irgendein Compartment der Gesellschaft nicht in Übereinstimmung mit dieser Satzung und der betreffenden Anlage oder den betreffenden Konditionen der Instrumente jeder Klasse, die in einem solchen Compartment ausgegeben wurden, aufgelöst und liquidiert worden ist.

16.2 Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, die ihrerseits natürliche oder juristische Personen sein können und von der Hauptversammlung der Anteilhaber, die über die Auflösung entscheidet ernannt werden und welche auch ihre Befugnisse und Vergütung festlegt.

16.3 Der Überschuss, der sich aus der Verwertung der Vermögenswerte und der Bezahlung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft, die keinem Compartment zugeordnet oder zugerechnet werden können, ergibt, wird zwischen den Inhabern der Gründungsanteile im Verhältnis zu den Gründungsanteilen, die diese halten, verteilt.

### **Abschnitt 3 - Compartments**

#### **Art. 17. Bildung von Compartments.**

17.1 Der Verwaltungsrat ist berechtigt, ein oder mehrere Compartments zu errichten, die sich durch die Art der erworbenen Risiken oder Anlagen, die jeweils unterschiedlichen Ausgabebedingungen für die Klassen von Instrumenten bezüglich solcher Compartments und hinsichtlich anderer Eigenschaften unterscheiden können.

17.2 Die Bedingungen und Konditionen der Klassen von Instrumenten, die für die einzelnen Compartments ausgegeben werden, und die spezifischen Ziele der jeweiligen Compartments werden vom Verwaltungsrat oder der Hauptversammlung der Anteilhaber bestimmt und in der jeweiligen Anlage oder in den maßgeblichen Konditionen in Bezug auf die jeweilige Klasse ausgeführt. Die Zeichnung von Instrumenten impliziert für jeden Inhaber dieser Instrumente, dass er die Satzung und die Bedingungen der jeweiligen Instrumente (wie in der jeweiligen Anlage bzw. den Konditionen ausgeführt) in vollem Umfang beachtet und an diese gebunden ist. Jedes Compartment kann Anteile, Genussrechte und/oder Schuldinstrumente ausgeben.

17.3 Die Gesellschaft darf, in Bezug auf jedes Compartment, ein oder mehrere Instrumentarten, wie in Artikel 21 (Instrumente - Allgemeines) weiter bestimmt, ausgeben und darf jede Art von Vereinbarung, in Bezug auf solche Instrumente, und zum Zweck der Verbriefung von Vermögenswerten, die einem Compartment zugeordnet oder zurechenbar sind, eingehen.



#### **Art. 18. Trennung von Compartments.**

18.1 Jedes Compartment soll einem getrennten und separaten Teil der Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft entsprechen, und (i) die Rechte von Transaktionsparteien eines Compartments sind auf die Vermögenswerte dieses Compartments beschränkt, und (ii) die Vermögenswerte eines Compartments stehen ausschließlich zur Verfügung, um die Rechte der Transaktionsparteien dieses Compartments zu befriedigen. Im Verhältnis unter den Instrument-Inhabern wird jedes Compartment als separate Einheit betrachtet.

18.2 Vorbehaltlich bestimmter Rechte oder Beschränkungen, die, wie in der Satzung und der betreffenden Anlage oder in den Konditionen näher beschrieben, zur jeweiligen Zeit an ein Instrument geknüpft sind, sollen bei Liquidation eines Compartments die Vermögenswerte eines Compartments verwendet werden (a) zuerst zur Zahlung oder Ausgleichung aller diesem Compartment zugehörigen oder zurechenbaren Honorare, Kosten, Gebühren, Ausgaben, Verbindlichkeiten und anderer Beträge inklusive angeforderter Steuerzahlungen (die nicht zu den unter Buchstabe (b) hiernach aufgeführten Beträgen gehören); und (b) zweitens, pro rata zur Zahlung von den Inhabern solcher Instrumente direkt oder indirekt geschuldeter Beträge, vorbehaltlich, soweit mehr als eine Klasse oder Art Instrument pro Compartment ausgegeben wurde, der Einhaltung von vereinbarten Zahlungsprioritäten, wie sie von der entsprechenden, auf dieses Instrument anwendbaren Anlage oder den entsprechenden Konditionen, je nach Sachverhalt, bestimmt wurde.

18.3 Sofern das veräußerte Nettovermögen eines Compartments für die Zahlung in voller Höhe eines an die entsprechende Klasse in Übereinstimmung mit dieser Satzung, der entsprechenden Anlage oder den entsprechenden Konditionen, je nach Sachverhalt, zahlbaren Betrages nicht ausreicht, haben die betreffenden Inhaber keinen Anspruch gegen die Gesellschaft für oder in Bezug auf einen Fehlbetrag und keinen Anspruch gegen ein anderes Compartment oder einen anderen Vermögenswert der Gesellschaft.

#### **Art. 19. Bilanzunterlagen der Compartments.**

19.1 Der Verwaltungsrat erstellt und hält für jedes Compartment der Gesellschaft zum Zwecke der Ermittlung der Rechte der Transaktionsparteien eines jeden Compartments und zum Zwecke der Ausführung dieser Satzung und, je nach Sachverhalt, der betreffenden Anlage oder Konditionen getrennte Bilanzunterlagen, welche in Abwesenheit von offensichtlichen Fehlern als beweiskräftige Belege dieser Rechte gelten.

19.2 Soweit irgendwelche Vermögenswerte oder Verbindlichkeiten der Gesellschaft keinem bestimmten Compartment zugeordnet werden können, werden diese Vermögenswerte und Verbindlichkeiten im Verhältnis zum Gesamtwert der von diesem Compartment ausgegebenen Instrumente oder in einer anderen vom Verwaltungsrat in angemessener Weise und in gutem Glauben festgelegten Art zugeordnet, vorausgesetzt, dass diese Verbindlichkeiten die Gesellschaft als Ganzes binden, solange mit den Gläubigern nichts anderes vereinbart wurde.

19.3 Aggregierte Konten der Gesellschaft, einschließlich aller Compartments, werden in Euro ausgedrückt. Die Referenzwährungen der Compartments können andere Währungen sein.

**Art. 20. Liquidation von Compartments.** Soweit nichts anderes in den Bestimmungen der Instrumente bezüglich eines Compartments in der entsprechenden Anlage bzw. den entsprechenden Konditionen, festgelegt ist, kann der Verwaltungsrat jederzeit jedes einzelne Compartment liquidieren.

### **Abschnitt 4 - Instrumente**

**Art. 21. Instrumente - Allgemeines.** Innerhalb jedes Compartments kann die Gesellschaft eine oder mehrere Arten von Instrumenten ausgeben. Diese Instrumente sind den Bestimmungen dieses Abschnitts 4 und den entsprechenden Anlagen oder Konditionen bezüglich solcher Instrumente unterworfen. Sollten zwischen der Satzung und der entsprechenden Anlage Widersprüche bestehen, so sind die Bestimmungen der entsprechenden Anlage ausschlaggebend.

#### **Art. 22. Compartment - Anteile.**

22.1 Soweit in diesem Artikel 22 oder der entsprechenden Anlage keine abweichenden Bestimmungen enthalten sind, sind die Vorschriften des Artikels 7 (Anteile) auch auf Compartment-Anteile anwendbar.

22.2 Innerhalb der Grenzen des Genehmigten Kapitals ist der Verwaltungsrat ermächtigt, (i) von Zeit zu Zeit wie es der Verwaltungsrat in seinem Ermessen entscheidet (immer vorbehaltlich der Bestimmungen jedes in Bezug auf ein solches Compartment ausgegebenen Instruments) und innerhalb eines Zeitraumes, der fünf Jahre nach dem Tag der Veröffentlichung des jüngsten Beschlusses der Hauptversammlung der Anteilhaber, in welchem über den Betrag des Genehmigten Kapitals entschieden wurde, abläuft, Compartment-Anteile gegen Bareinlagen, Sacheinlagen oder gegen eine ganz oder teilweise Umwandlung der Nettogewinne oder jeglicher anderer zur Verfügung stehender Rücklagen eines bestimmten Compartments in Anteilkapital auszugeben; und (ii) die Bedingungen einer solchen Kapitalerhöhung und Anteilausgabe, einschließlich im Hinblick auf die Bareinlagen und die Sacheinlagen, den Preis pro Compartment-Anteil und die Zahlungs- bzw. Lieferbedingungen festzulegen. Innerhalb dieses Zeitraumes von fünf Jahren wird und ist der Verwaltungsrat hierdurch bevollmächtigt, Compartment-Anteile und Optionen zur Zeichnung von Compartment-Anteilen solchen Personen zu solchen Bedingungen auszugeben bzw. zu gewähren, wie er es für angemessen hält (und insbesondere eine solche Ausgabe durchzuführen, ohne den existierenden Anteilhabern ein Vorzugsrecht im Hinblick auf die ausgegebenen Anteile einzuräumen).

22.3 Alle ausgegebenen Compartment-Anteile der Gesellschaft sind rücknehmbare Anteile. Gezeichnete und voll einbezahlte Compartment-Anteile sind jederzeit auf Verlangen des Verwaltungsrats der Gesellschaft zum einschlägigen

Rücknahmebetrag im Einklang mit dem Gesetz von 1915 rücknehmbar. Der Rücknahmebetrag für einen Compartment-Anteil entspricht dem Wert je Instrument des Compartment-Anteils, welcher, solange nicht in der entsprechenden Anlage etwas anderes vorgesehen ist, in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Artikel 25 zum in der relevanten Anlage bestimmten Bewertungstag bestimmt wird, abzüglich gegebenenfalls eines Betrages, der den Abgaben und Gebühren entspricht, welche aufgrund von zur Finanzierung der Rücknahme vorgenommenen Verfügungen über Gesellschaftsinvestitionen, die dem betreffenden Compartment am Rücknahmetag zugeordnet oder zurechenbar sind, entstehen; diese Abgaben und Gebühren müssen in Bezug auf alle Compartment-Anteile der betreffenden Klasse prozentual gleich sein.

22.4 Der Rücknahmebetrag wird in bar, oder, falls in der betreffenden Anlage vorgesehen, als Sachleistung ausbezahlt. Der Rücknahmebetrag ist, soweit nicht in der relevanten Anlage anders vorgeschrieben, innerhalb eines vom Verwaltungsrat nach billigem Ermessen bestimmten Zeitraumes zu zahlen, wie dies in der betreffenden Anlage festgelegt ist.

22.5 Soweit in der betreffenden Anlage nichts Anderweitiges vorgesehen ist, werden Compartment-Anteile auf pro-rata Basis unter den Anteilhabern der betreffenden Klasse(n) zurückgenommen. Die Rücknahme von Compartment-Anteilen kann nur mittels jener Beträge, die in Übereinstimmung mit dem Gesetz von 1915 zur Ausschüttung verfügbar sind (ausschüttbare Mittel inklusive der Emissionsagiorücklage, soweit vorhanden) und welche Einnahmen aus einer teilweisen oder vollständigen Veräußerung und/oder anderes Einkommen des betreffenden Compartments darstellen, vorgenommen werden. Soweit Eigentümern einer bestimmten Klasse von Compartment-Anteilen zur Zeit der Ausgabe bestimmte Rücknahmerechte gewährt worden sind, und die thesaurierten Gewinne und die freiwilligen Rücklagen der Gesellschaft, die dem/den relevanten Compartment(s) zuzuordnen oder zuzurechnen sind, nicht zur Zahlung des Rücknahmebetrages aller Compartment-Anteile, deren Rücknahme von den Anteilhabern verlangt wurde, ausreichen, werden die entsprechenden Rücknahmeanträge auf pro-rata Basis reduziert, soweit in der entsprechenden Anlage nichts anderes vorgesehen ist.

22.6 Die zurückgenommenen Compartment-Anteile werden sofort suspendiert und beinhalten als solche kein Stimmrecht mehr und kein Recht auf die Ausschüttung von Dividenden oder Zahlung von Liquidationserlösen. Die Eigentümer von Compartment-Anteilen stimmen zu, dass die Rücknahme von Compartment-Anteilen, die in Übereinstimmung mit den vorliegenden Bestimmungen vorgenommen wird, ihr Recht auf Gleichbehandlung durch die Gesellschaft beachtet. Compartment-Anteile sind nicht auf Antrag eines Anteilhabers rücknehmbar, außer dann, wenn solche Rücknahmerechte in der betreffenden Anlage vorgesehen sind. Wo der Besitz von Compartment-Anteilen durch eine Partei von der Gesellschaft als nachteilig für die Gesellschaft erachtet wird, kann die Gesellschaft sich entscheiden, solche Compartment-Anteile zum einschlägigen Wert je Instrument zurückzunehmen.

22.7 Ein dem Nominalwert entsprechender Betrag, oder, in Ermangelung hiervon der Nennwert, aller zurückgenommenen Compartment-Anteile muss in eine Rücklage einbezogen werden, die außer im Fall der Herabsetzung des gezeichneten Anteilkapitals, nicht an die Anteilhaber ausgeschüttet werden kann. Die Rücklage kann lediglich zur Erhöhung des gezeichneten Anteilkapitals durch die Kapitalisierung von Rücklagen genutzt werden.

### **Art. 23. Genussrechte.**

23.1 Vorbehaltlich der Vorschriften dieses Artikels 23, werden die einem Genussrecht zugewiesenen Rechte und Pflichten zum Zeitpunkt der Ausgabe und danach von Zeit zu Zeit bestimmt, so wie dies in der betreffenden Anlage festgelegt ist.

23.2 Genussrechte können gegen Bareinlagen oder gegen Sacheinlagen ausgegeben werden. Sacheinlagen sind der Prüfung durch einen unabhängigen Wirtschaftsprüfer hinsichtlich der Bewertung dieser Einlagen unterworfen. Die betreffende Anlage hat den Ausgabepreis jedes Genussrechts darzustellen.

23.3 Die betreffende Anlage legt die Bedingungen jeder Klasse von Genussrechten dar und spezifiziert

- (a) die Währung der Genussrechte,
- (b) die Vermögenswerte, in Bezug auf welche die Genussrechte ausgegeben werden,
- (c) die Details jeglicher zahlbarer Dividenden und die Währung, in welcher die Dividenden gezahlt werden, den Rücknahmebetrag und die Währung, in welcher der Rücknahmebetrag gezahlt werden wird, und den Rücknahmetag,
- (d) die Methode der Ermittlung des Rücknahmebetrages,
- (e) Einschränkungen, soweit vorhanden, der Stimmrechte, die mit den Genussrechten verbunden sind, und
- (f) jegliche anderen Rechte, Pflichten und Einschränkungen, die mit dem Genussrecht verbunden sind, wie der Verwaltungsrat in seinem alleinigen, uneingeschränkten Ermessen bestimmen kann.

23.4 Die Bedingungen jeder Klasse von Genussrechten, wie in der relevanten Anlage dargestellt und, soweit das der Fall ist, wie von Zeit zu Zeit in Übereinstimmung mit der Satzung und der relevanten Anlage abgeändert, sind den Genussrechtsinhabern, den Anteilhabern und der Gesellschaft gegenüber bindend.

23.5 Gemäß dieser Satzung und der betreffenden Anlage, verleiht jedes Genussrecht dem Inhaber auf periodischer Basis ein Recht auf Erhalt von Dividenden, einschließlich Zwischendividenden (soweit vorhanden), aus den Erträgen der Vermögenswerte in Bezug auf welche die Genussrechte ausgegeben worden sind und zahlbar unter den in der betreffenden Anlage aufgeführten Bedingungen. Vorbehaltlich besonderer Rechte oder Einschränkungen hinsichtlich Dividenden, die zum jeweiligen Zeitpunkt an die Genussrechte geknüpft sind (wie gegebenenfalls in der betreffenden Anlage ausführlich dargestellt), werden alle Dividenden auf einer pro-rata Basis an die Genussrechtsinhaber zugeteilt und gezahlt.

23.6 Alle nicht geforderten Dividenden können angelegt oder auf andere Weise vom Verwaltungsrat zu Gunsten des betreffenden Compartments genutzt werden, bis sie gefordert werden. Keine Dividende berechtigt gegenüber dem betreffenden Compartment oder der Gesellschaft zu Zinszahlungen. Jede Dividende, die innerhalb von fünf Jahren ab dem Datum der Erklärung dieser Dividende nicht geltend gemacht wird, verfällt, falls der Verwaltungsrat dies beschließt, und wird ab diesem Zeitpunkt nicht mehr von dem betreffenden Compartment oder der Gesellschaft geschuldet, sondern fällt dem betreffenden Compartment oder, sollte das betreffende Compartment zu diesem Zeitpunkt liquidiert worden sein, insgesamt der Gesellschaft zu.

23.7 Der Verwaltungsrat kann beschließen, dass es wünschenswert ist, die Gewinne eines Compartments zu kapitalisieren, in dem Sinne wie es der Verwaltungsrat mit uneingeschränktem Ermessen bestimmt.

23.8 Genussrechte sind nicht nach Wahl des Genussrechtsinhabers rücknehmbar, außer es wird etwas anderes in der entsprechenden Anlage bestimmt. Der Verwaltungsrat kann beschließen, Genussrechte von jeder Klasse eines entsprechenden Inhabers zurückzunehmen, in dem Maße, wie es die Bedingungen in der betreffenden Anlage erlauben und im Einklang mit diesen Bedingungen. Wo der Besitz von Genussrechten durch eine Partei von der Gesellschaft als nachteilig für die Gesellschaft erachtet wird, kann die Gesellschaft sich entscheiden, solche Genussrechte zum einschlägigen Wert je Instrument zurückzunehmen.

23.9 Gemäß dieser Satzung und der betreffenden Anlage, verleiht jedes Genussrecht dem Inhaber ein Recht auf Erhalt einer Rückzahlung eines Betrages, welcher dem Rücknahmebetrag an dem Rücknahmetag aus den Vermögenswerten des betreffenden Compartments entspricht. Falls das realisierte Nettovermögen des entsprechenden Compartments am Rücknahmetag nicht zur Zahlung des gesamten Rücknahmebetrages, der an jeden Genussrechtsinhaber innerhalb dieser Klasse rechtzeitig zu zahlen ist, ausreicht, werden die Erträge des betreffenden Compartments, gemäß der Anlage, gleichmäßig unter den Inhabern dieser Klasse auf einer pro-rata Basis zu jedem auf die von jedem Inhaber gehaltenen Genussrechte geschuldeten Betrag verteilt, sobald diese Erträge für die Gesellschaft verfügbar sind. Nach der Rücknahme eines Genussrechtes gemäß den Bedingungen der entsprechenden Anlage, wird dieses Genussrecht annulliert und der Inhaber wird von diesem Zeitpunkt an aufhören diesbezügliche Rechte innezuhaben und entsprechend wird folglich sein Name aus dem Register der Inhaber gestrichen.

23.10 Der Verwaltungsrat kann auf jede Dividende oder auf andere an einen Genussrechtsinhaber auf oder hinsichtlich ein(es) Genussrecht(s) zahlbare Gelder alle Geldsummen (soweit vorhanden) einbehalten, deren Zahlung von diesem aufgrund eines Abrufes oder aus anderen Gründen hinsichtlich der Genussrechte an die Gesellschaft derzeit fällig ist, sowie alle Summen, deren diesbezüglich ein Abzug gesetzlich verlangt wird.

23.11 Die Inhaber einer Klasse von Genussrechten haben das Recht, zu jeder Versammlung der Inhaber der jeweiligen Klasse von Genussrechten geladen zu werden, um in Übereinstimmung mit der Satzung und der entsprechenden Anlage über eine Veränderung ihrer Rechte hinsichtlich der Zuweisung der Erträge des Compartments bezüglich dieser Klasse an Genussrechten auf jährlicher Basis zu beschließen, sowie an diesen Versammlungen teilzunehmen und dort abzustimmen. Die Zahl der Stimmen, die ein Genussrechtsinhaber abgeben kann, entspricht der Anzahl seiner Genussrechte, die er in der entsprechenden Klasse hält. Genussrechtsinhaber können entweder persönlich oder durch Abgabe einer schriftlichen Vollmacht an eine andere Person, die kein Genussrechtsinhaber zu sein braucht, abstimmen.

23.12 Genussrechte können als Genussrechte in Namensform oder als Inhabergenussrechte ausgegeben werden. Inhabergenussrechte können jederzeit auf Verlangen ihres Inhabers in Genussrechte in Namensform umgetauscht werden. Genussrechte in Namensform können nicht in Inhabergenussrechte umgetauscht werden, sofern dieser Umtausch nicht ausdrücklich in der entsprechenden Anlage vorgesehen ist. Ein Umtausch von Inhabergenussrechten in Genussrechte in Namensform wird durch Annullierung des Inhabergenussrechts-Zertifikates und durch einen Eintrag in das Register der Genussrechtsinhaber, um einen solchen Umtausch zu belegen, bewirkt. Ein Umtausch von Genussrechten in Namensform in Inhabergenussrechte wird durch die Ausgabe von einem oder mehreren Inhabergenussrecht-Zertifikate(n) bewirkt werden, und es wird eine Eintragung in das Register der Genussrechtsinhaber vorgenommen, um einen solchen Umtausch zu belegen. Der Verwaltungsrat kann die Kosten jedes solchen Umtausches dem Genussrechtsinhaber, der ihn beantragt, in Rechnung stellen.

23.13 Ein Register der Genussrechte in Namensform wird am Sitz der Gesellschaft geführt, wo es jedem Genussrechtsinhaber zur Einsichtnahme zur Verfügung steht. Dieses Register soll alle nach Artikel 39 des Gesetzes von 1915 erforderlichen Informationen enthalten. Inhaber von Genussrechten in Namensform können von der Gesellschaft verlangen, dass Zertifikate, die von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet wurden, ausgegeben und ausgeliefert werden, die ihren einschlägigen Bestand an Genussrechten in Namensform aufzeigen.

23.14 Das Eigentum an Genussrechten in Namensform wird durch die Eintragung in besagtes Register begründet. Die Übertragung von Genussrechten in Namensform erfolgt durch die Eintragung einer schriftlichen Übertragungserklärung in das Register der Genussrechtsinhaber, die durch den Zedenten und den Zessionar, oder durch hierzu ordnungsgemäß bevollmächtigte Personen datiert und unterzeichnet sein muss. Jede Übertragung von Genussrechten in Namensform wird im Register der Genussrechtsinhaber eingetragen; diese Eintragung muss von einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern oder leitenden Angestellten der Gesellschaft oder von einer oder mehreren hierzu vom Verwaltungsrat ordnungsgemäß ermächtigten anderen Person(en) unterzeichnet sein.

23.15 Die Übertragung von Inhabergenussrechten erfolgt durch bloße Übergabe.

23.16 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Eigentümer pro Genussrecht an; soweit ein Genussrecht von mehr als einer Person gehalten wird, werden die Personen, die das Eigentum an dem Genussrecht für sich beanspruchen, einen einzigen Vertreter bestellen müssen um das Genussrecht gegenüber der Gesellschaft zu vertreten. Die Gesellschaft hat das Recht, die Ausübung aller mit diesem Genussrecht verbundenen Rechte auszusetzen, bis eine Person als der alleinige Eigentümer gegenüber der Gesellschaft bestimmt worden ist.

23.17 Die Genussrechte sind frei übertragbar, soweit nichts Anderweitiges in der entsprechenden Anlage bestimmt ist.

23.18 Die jeder Klasse von Genussrechten zugeordneten Rechte, welche durch den Verwaltungsrat in Übereinstimmung mit der Satzung bestimmt wurden, können, soweit nichts Anderweitiges in der entsprechenden Anlage bestimmt ist, durch den Verwaltungsrat mit schriftlicher Einverständniserklärung der Inhaber der Mehrheit der ausgegebenen Genussrechte dieser Klasse oder durch die Zustimmung mittels Beschluss, der auf einer gesonderten Versammlung der Inhaber von Genussrechten dieser Klasse mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst wurde, geändert oder aufgehoben werden; allerdings wird eine solche Zustimmung oder Billigung im Falle einer Abänderung, Berichtigung oder Abschaffung der speziellen, dem Genussrecht einer Klasse zugehörigen Rechte, nicht erforderlich sein, falls nach Ansicht des Verwaltungsrates, eine solche Abänderung, Berichtigung oder Abschaffung nicht grundlegend in die Interessen der betreffenden Inhaber oder eines einzelnen Inhabers eingreift. Jede solche Abänderung, Berichtigung oder Abschaffung wird in einer überarbeiteten Anlage festgehalten, von der den betroffenen Inhabern eine Kopie in Übereinstimmung mit dieser Satzung am Ausgabetag eines solchen Dokuments zur Verfügung gestellt wird, und ist für die Inhaber der relevanten Genussrechte bindend.

23.19 Wo gemäß diesem Artikels 23 eine Billigung durch einen Beschluss der Inhaber zum Zwecke einer Abänderung oder Änderung der Rechte, die den Genussrechten dieser Klasse zugeordnet sind, erforderlich ist, soll ein solcher Beschluss auf einer gesonderten Versammlung der betreffenden Inhaber behandelt werden. Hinsichtlich jeder dieser gesonderten Versammlungen sind alle Bestimmungen dieser Satzung und des Gesetzes von 1915 bezüglich der Hauptversammlungen der Anteilhaber oder hinsichtlich des dort anzuwendenden Verfahrens entsprechend anzuwenden.

23.20 Jede an oder durch einen Genussrechtsinhaber gemäß dieser Satzung oder der betreffenden Anlage zu machende Mitteilung soll schriftlich und in der im Gesetz von 1915 für Mitteilungen an Anteilhaber vorgesehenen Art und Weise erfolgen, vorausgesetzt, dass, solange die Genussrechte an einer Börse notiert oder in einer Rechtsordnung öffentlich angeboten werden, jede Mitteilung an die Genussrechtsinhaber in Übereinstimmung mit den Regeln und Vorschriften der jeweiligen Börse und der jeweiligen Rechtsordnung veröffentlicht wird. Mitteilungen, die gemäß den vorausgegangenen Absätzen gemacht wurden, werden wirksam (a) im Falle von Genussrechten in Namensform am achten Tag nach dem Absenden der Mitteilung oder (b) im Falle einer Veröffentlichung (gleichgültig, ob eine solche Veröffentlichung zusätzlich vorgenommen wurde), am achten Tag nach der Veröffentlichung, oder, soweit die Mitteilung mehr als einmal veröffentlicht wurde, am Tag der ersten Veröffentlichung, oder, soweit eine Veröffentlichung in mehr als einer Zeitung verlangt wird, am Tag der ersten Veröffentlichung in allen erforderlichen Zeitungen. Jeder bei einer Versammlung der Gesellschaft persönlich anwesende Genussrechtsinhaber wird für alle Zwecke so angesehen, als ob er ordnungsgemäß eine Einladung zu einer solchen Versammlung und, wo notwendig, eine Mitteilung über die Gründe, weshalb diese Versammlung einberufen wurde, erhalten hätte. Ungeachtet der Vorschriften dieser Satzung, kann jede Mitteilung, die die Gesellschaft gegenüber einem Genussrechtsinhaber abzugeben hat, in einer Art und Weise bekannt gegeben werden, welcher der Genussrechtsinhaber im Voraus zugestimmt hat.

23.21. Vorbehaltlich der betreffenden Anlage, haben die Genussrechtsinhaber in Bezug auf die Gesellschaft dieselben Informationsrechte wie die Anteilhaber; diese Informationsrechte sind allerdings auf die Informationen bezüglich des Compartments, in Bezug auf welches die betreffenden Genussrechte ausgegeben wurden, beschränkt.

**Art. 24. Schuldinstrumente.** Der Verwaltungsrat kann in Bezug auf jedes Compartment entscheiden, jede Art von Schuldinstrumenten auszugeben, deren Bestimmungen und Bedingungen in den betreffenden Konditionen festgesetzt werden.

#### **Art. 25. Berechnung des Wertes je Instrument.**

25.1 Der Wert je Instrument jeder Klasse wird in der Referenzwährung (wie im entsprechenden Verkaufsprospekt definiert) der betreffenden Klasse oder des betreffenden Compartments ausgedrückt und wird an jedem Bewertungstag durch den Verwaltungsrat oder die Berechnungsstelle in Übereinstimmung mit den Bestimmungen, die hier nachfolgend aufgeführt sind, und jeweils gemäß den Bestimmungen des Verbriefungsgesetzes berechnet. Der Wert je Instrument kann durch eine Entscheidung des Verwaltungsrates oder der Berechnungsstelle, je nach Sachverhalt, zur nächsten Einheit der jeweiligen Währung auf- oder abgerundet werden. Wenn seit dem Zeitpunkt der Bestimmung des Wertes eine wesentliche Änderung der Kurse an den Märkten eingetreten ist, an welchen ein wesentlicher Teil der Anlagen, die dem betreffenden Compartment zuzuordnen sind, gehandelt wird oder notiert ist, kann die Gesellschaft zum Schutz der Interessen der Instrument-Inhaber und der Gesellschaft die erste Bewertung annullieren und eine zweite Bewertung vornehmen.

25.2 Soweit nichts Anderweitiges im entsprechenden Verkaufsprospekt bestimmt ist, wird der Wert aller Vermögenswerte, welche an einer Börse notiert, gelistet oder gewöhnlich gehandelt werden, auf Stand des (soweit anwendbar) letzten erhältlichen Handelspreises (oder wie vom Verwaltungsrat bestimmt) zum relevanten Zeitpunkt bewertet. Soweit solche Werte an mehr als einer Börse gelistet oder gehandelt werden, ist der relevante Markt derjenige, der den Haupt-

markt darstellt, oder derjenige, welchen der Verwaltungsrat oder die Berechnungsstelle, je nachdem was zutrifft, als denjenigen mit den angemessensten Kriterien hinsichtlich der Bewertung der betreffenden Vermögenswerte bestimmt. Handelt es sich bei den Vermögenswerten um Anteile oder Aktien von Organismen für gemeinsame Anlagen, so werden diese Vermögenswerte zum letzten erhältlichen Nettoinventarwert bewertet oder, falls dieser Wert nicht den marktgerechten Preis dieser Vermögenswerte widerspiegelt, wird der Preis der Vermögenswerte vom Verwaltungsrat auf einer gerechten und angemessenen Grundlage ermittelt. Alle anderen Vermögenswerte, einschließlich nicht notierter Vermögenswerte und notierter Vermögenswerte, für welche ein Preis nicht verfügbar ist, werden nach ihrem geschätzten Wert bewertet, der von einer vom Verwaltungsrat für diesen Zweck genehmigten kompetenten Einheit, mit Sorgfalt und in gutem Glauben in Übereinstimmung mit der vorherrschenden Marktpraxis und den anwendbaren Gesetzen und Bestimmungen veranschlagt wurde.

#### **Art. 26. Häufigkeit und zeitweise Aussetzung der Berechnung des Wertes je Instrument.**

26.1 In Bezug auf jede Klasse von Instrumenten wird der Wert je Instrument von Zeit zu Zeit von der Berechnungsstelle unter der Verantwortung des Verwaltungsrates an jedem Bewertungstag berechnet (oder, falls Bewertungstage nicht in der jeweiligen Anlage bestimmt wurden, mit einer vom Verwaltungsrat in Übereinstimmung mit den anwendbaren Gesetzen und Vorschriften bestimmten Häufigkeit).

26.2 Die Gesellschaft kann die Ermittlung des Wertes je Instrument jeder einzelnen Klasse von Instrumenten und die Ausgabe und, wenn anwendbar, die Rücknahme ihrer Instrumente während (a) einer Zeitdauer, in der irgendein Hauptmarkt oder eine andere Börse, auf welchem/welcher ein wesentlicher Teil der Vermögensanlagen, welche solchen Instrumenten von Zeit zu Zeit zugeordnet sind, notiert werden, (an anderen als an gewöhnlichen Feiertagen) geschlossen ist oder wenn der Handel darin eingeschränkt oder ausgesetzt ist, (b) einer Zeitdauer, in der aufgrund politischer, wirtschaftlicher, militärischer oder monetärer Umstände oder jeglicher Umstände, die außerhalb der Kontrolle, Verantwortung und Macht des Verwaltungsrates liegen, oder aufgrund der Lage am Immobilienmarkt, die Verkaufs- und/oder die Rücknahmepreise der entsprechenden Vermögenswerte nicht angemessen berechnet werden können, (c) eines Zusammenbruchs der Kommunikationsmittel, welche normalerweise im Zusammenhang mit der Bestimmung des Preises von jeglichem der betreffenden Vermögenswerte oder der aktuellen Preise auf jeglichem Markt oder anderen Börsen verwendet werden (d) einer Zeitdauer, in der der Verwaltungsrat nicht in der Lage ist, über die entsprechenden Vermögenswerte zu verfügen oder die notwendigen Mittel aufzubringen, um bei Rücknahmen solcher Vermögenswerte Zahlungen an die jeweiligen Inhaber vorzunehmen, oder solange der Transfer von Geldern im Zusammenhang mit der Veräußerung oder dem Erwerb von Vermögensanlagen oder fälligen Zahlungen auf die Rücknahme von solchen Instrumenten, soweit vorhanden, nach Meinung des Verwaltungsrates nicht zu normalen Devisenkursen ausgeführt werden kann, (e) jeder Zeitdauer, in welcher der Wert eines Tochterunternehmens der Gesellschaft nicht sorgfältig bestimmt werden kann, (f) wenn aus irgendeinem anderen Grund die Preise von Vermögensanlagen nicht zeitnah und exakt festgestellt werden können, aussetzen.

#### **Art. 27. Versammlungen von Genussrechtsinhabern und Compartment-Anteilhabern einer spezifischen Klasse.**

27.1 Genussrechtsinhaber und Compartment-Anteilhaber einer im Hinblick auf ein Compartment ausgegebenen Klasse oder Klassen können an Versammlungen der Klasse teilnehmen, um über alle Angelegenheiten zu entscheiden, die ausschließlich ihre Klasse betreffen.

27.2 Zudem können Genussrechtsinhaber und Compartment-Anteilhaber jeder Klasse zu jeder Zeit Hauptversammlungen abhalten, um über Angelegenheiten zu entscheiden, die ausschließlich ihre Klasse betreffen.

27.3 Die Bestimmungen des Artikels 15 sind auf solche Versammlungen der Klasse anwendbar insbesondere, dass ein Zehntel der Inhaber einer Klasse von Genussrechten den Verwaltungsrat schriftlich auffordern kann, eine Versammlung der Klasse zu einzuberufen.

27.4 Jedes Genussrecht und jeder Compartment-Anteil einer jeweiligen Klasse verleiht das Recht zu einer Stimme, außer die Satzung oder die betreffende Anlage sehen etwas anderes vor.

27.5 Vorbehaltlich anderweitiger gesetzlicher oder in dieser Satzung vorgesehener Bestimmungen, werden die Beschlüsse der Versammlung der Klasse der Genussrechtsinhaber sowie der Versammlung der Klasse der Compartment-Anteilhaber mit einfacher Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen und wählenden Genussrechte oder Compartment-Anteile gefasst.

27.6 Jeder Beschluss der Hauptversammlung der Anteilhaber, welcher die Rechte von Genussrechtsinhabern oder Compartment-Anteilhabern einer Klasse betrifft, ist nur nach Bestätigung durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Genussrechtsinhaber oder Compartment-Anteilhaber der betreffenden Klasse oder der betreffenden Klassen gemäß den Beschlussfähigkeits- und Mehrheitsvorschriften des Gesetzes von 1915 wirksam beschlossen.

### **Abschnitt 6 - Rechnungslegungsangelegenheiten, Dividenden und Ausschüttungen**

#### **Art. 28. Wirtschaftsprüfer.**

28.1 Die Rechnungsdaten, die im Jahresbericht der Gesellschaft aufgeführt sind, werden von unabhängigen Wirtschaftsprüfern (réviseurs d'entreprises) geprüft, welche vom Verwaltungsrat ernannt werden und deren Vergütung von der Gesellschaft getragen wird.

28.2 Die unabhängigen Wirtschaftsprüfer haben sämtliche vom Gesetz von 1915 und vom Verbriefungsgesetz vorgeschriebenen Aufgaben zu erfüllen.

28.3 Die Bilanz der Gesellschaft wird in Euro erstellt.

**Art. 29. Rechnungsjahr.** Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

**Art. 30. Vorgeschriebene Kapitalrücklage - Dividenden und Ausschüttungen.**

30.1 Fünf Prozent der jährlichen Nettogewinne der Gesellschaft werden der nach Luxemburger Recht erforderlichen gesetzlichen Rücklage zugeordnet. Diese Zuordnung ist nicht mehr erforderlich, sobald und solange eine solche Gewinnrücklage zehn Prozent des ausgegebenen Anteilkapitals der Gesellschaft, wie jeweils erhöht oder vermindert, entspricht oder übersteigt.

30.2 Die Hauptversammlung der Anteilhaber bestimmt, wie über die Nettogewinne verfügt wird, und wird von Zeit zu Zeit die Dividenden und Ausschüttungen in Bezug auf diese Summen festlegen, oder den Verwaltungsrat zur jeweiligen Auszahlung ermächtigen. Im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts, kann der Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit beschließen, Zwischendividenden zu zahlen. Die Hauptversammlung der Anteilhaber kann, durch Umwandlung der Nettogewinne in Kapital und Agio, Aktiendividenden an Stelle von Bardividenden ausschütten, oder Sachdividenden und Sachausschüttungen festlegen, oder den Verwaltungsrat zur diesbezüglichen Zahlung ermächtigen. Dividenden und andere Ausschüttungen können ebenso von aus vorigen Jahren übertragenen, unverteilter Nettogewinnen ausgezahlt werden.

30.3 Festgelegte Dividenden und Ausschüttungen können in Euro oder jeder anderen, vom Verwaltungsrat ausgewählten Währung und zu den vom Verwaltungsrat bestimmten Zeiten gezahlt werden. Der Verwaltungsrat kann eine endgültige Bestimmung des anwendbaren Umrechnungskurses für die Umrechnung der für Dividenden oder Ausschüttungen verfügbaren Finanzmitteln in die auszahlende Währung vornehmen.

30.4 Jegliche Dividenden und Ausschüttungen, die festgelegt, aber von einem Anteilhaber nicht innerhalb eines Zeitraums von fünf Jahren ab dieser Festlegung beansprucht wurden, sind durch den Anteilhaber verwirkt und fallen an die Gesellschaft oder das hierfür relevante Compartment, je nach Sachverhalt, zurück. Der Verwaltungsrat ist berechtigt, von Zeit zu Zeit die notwendigen Handlungen vorzunehmen, um eine solche Rückführung durchzuführen, und die Vornahme der entsprechenden Handlungen im Namen der Gesellschaft zu genehmigen. Auf von der Gesellschaft festgelegte Dividenden oder vorgenommene Ausschüttungen, die von der Gesellschaft für Rechnung des Anteilhabers gehalten werden, werden keine Zinsen gezahlt.

30.5 Zahlungen von Dividenden und anderen Ausschüttungen in Bezug auf Compartment-Anteile und Genussrechte werden in Übereinstimmung mit der relevanten Anlage vorgenommen. Im Falle von Widersprüchen zwischen den Bestimmungen dieses Artikels und den Bestimmungen der Anlage sind die Bestimmungen der Anlage entscheidend.

**Abschnitt 5 - Verschiedenes**

**Art. 31. Satzungsänderungen.** Die Satzung kann durch eine Hauptversammlung der Anteilhaber, unter Beachtung der vom Gesetz von 1915 vorgesehenen Bestimmungen zur Beschlussfähigkeit und hinsichtlich der Mehrheitserfordernisse, geändert werden.

**Art. 32. Anwendbares Recht.** Sämtliche in der Satzung nicht geregelten Fragen sind unter Beachtung der Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und des Verbriefungsgesetzes zu regeln.

*Übergangsbestimmungen*

Das erste Geschäftsjahr beginnt mit dem Datum der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2008.

Die erste Jahreshauptversammlung der Anteilhaber wird 2008 abgehalten.

*Zeichnung des Gründungskapitals*

Das Gründungskapital wird wie folgt gezeichnet:

OSIRIS TRUSTEES LIMITED, vorgenannt, handelnd als trustee für iSTRUCTURE II TRUST, zeichnet 310 Aktien zum Gegenwert von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000)

Damit beträgt das Gründungskapital insgesamt einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000). Die Einzahlung des gesamten Gründungskapitals wurde dem unterzeichneten Notar ordnungsgemäß nachgewiesen.

*Genussrechte*

Zum Zeitpunkt dieser Urkunde sind keine Genussrechte durch die Gesellschaft ausgegeben worden.

*Erklärung*

Der amtierende Notar erklärt, daß die in Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

*Schätzung der Gründungskosten*

Die erschienenen Parteien erklären, dass jegliche Auslagen, Kosten und Honorare oder Gebühren, welcher Art auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung erwachsen, ungefähr fünftausend Euro (EUR 5.000) betragen.

*Gründungsversammlung der Gesellschaft*

Oben angeführte Gründungsgesellschafter, welche das gesamte gezeichnete Gründungskapital vertreten, haben unverzüglich eine Gesellschafterversammlung, zu der sie sich als rechtens einberufen bekennen, abgehalten und folgende Beschlüsse gefasst:

I. Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf drei (3) festgesetzt.

Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:

(a) Bart Zech, Managing Director, VISTRA (LUXEMBOURG) S.à r.l., geboren in Putten (Niederlande), am 5. September 1969, Geschäftsadresse: 12-14, rue Léon Thyès, L-2636 Luxemburg;

(b) Roeland P. Pels, Managing Director, VISTRA (LUXEMBOURG) S.à r.l., geboren in Hilversum (Niederlande), am 28. August 1949, Geschäftsadresse: 12-14, rue Léon Thyès, L-2636 Luxemburg;

(c) Frank Helmut Walenta, Senior Account Manager/Legal Counsel, VISTRA (LUXEMBOURG) S.à r.l., geboren in Genf (Schweiz), am 2. Februar 1972, Geschäftsadresse: 12-14, rue Léon Thyès, L-2636 Luxemburg.

Die Amtsdauer der Verwaltungsratsmitglieder endet, falls dies auf der Hauptversammlung der Anteilhaber, die zur Genehmigung des Jahresabschlusses der Gesellschaft für das 2008 endende Jahr einberufen wird, so beschlossen wird.

II. Sitz der Gesellschaft ist 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxemburg.

III. Zum unabhängigen Wirtschaftsprüfer wird ernannt:

PricewaterhouseCoopers S.à r.l., 400, route d'Esch, L-1471 Luxemburg; eingeschrieben im Firmenregister in Luxemburg unter der Nummer B 65.477.

Das Mandat des unabhängigen Wirtschaftsprüfers endet, falls dies auf der Hauptversammlung der Anteilhaber, die zur Genehmigung des Jahresabschlusses der Gesellschaft für das 2008 endende Jahr einberufen wird, so beschlossen wird.

Worüber Urkunde, aufgenommen wurde in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, welche dem unterzeichneten Notar nach Namen, Zivilstand und Wohnort bekannt sind, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Der unterzeichnete Notar, welcher der englischen Sprache in Wort und Schrift mächtig ist, bescheinigt hiermit, dass auf Ersuchen der erschienenen Parteien die vorliegende Urkunde in englischer Sprache und darauf folgend in deutscher Übersetzung verfasst worden ist; auf Ersuchen der gleichen Erschienenen wird festgelegt, dass im Falle von Divergenzen zwischen der englischen und der deutschen Fassung die englische Fassung maßgeblich ist.

Gezeichnet: A. Lakoudi, C. Doerner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 7 décembre 2007. Relation: EAC/2007/15422. — Reçu 1.250 euros.

*Le Receveur (signé): Santioni.*

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bettembourg, le 10 décembre 2007.

C. Doerner.

Référence de publication: 2008007479/209/1468.

(080002590) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2008.

**ROLLINGER Chauffage/Sanitaire, Société Anonyme.**

Siège social: L-7220 Walferdange, 133, route de Diekirch.

R.C.S. Luxembourg B 117.654.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 janvier 2008.

E. Schlessler

*Notaire*

Référence de publication: 2008007340/227/12.

(080002227) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2008.

**Fiparmo S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 28, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 70.642.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 3 janvier 2008.

J.-J. Wagner  
Notaire

Référence de publication: 2008007336/239/12.

(080001946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2008.

**Black Lion Beverages Luxembourg, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 113.100.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 3 janvier 2008.

J.-J. Wagner  
Notaire

Référence de publication: 2008007335/239/12.

(080001932) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2008.

**Geofinance, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8264 Mamer, 21, Ro'dewé.

R.C.S. Luxembourg B 42.582.

Constituée par-devant M<sup>e</sup> Gérard Lecuit, notaire alors de résidence à Mersch, en date du 18 décembre 1992, acte publié au Mémorial C n<sup>o</sup> 148 du 6 avril 1993, modifiée par-devant le même notaire, de résidence à Hesperange, en date du 18 décembre 1996, acte publié au Mémorial C n<sup>o</sup> 186 du 14 avril 1997, modifiée par-devant le même notaire en date du 26 mai 1999, acte publié au Mémorial C n<sup>o</sup> 638 du 24 août 1999, modifiée par-devant le même notaire en date du 14 avril 2000, acte publié au Mémorial C n<sup>o</sup> 667 du 18 septembre 2000, modifiée par-devant le même notaire en date du 2 août 2000, acte publié au Mémorial C n<sup>o</sup> 87 du 6 février 2001, modifiée par-devant le même notaire en date du 9 août 2002, acte publié au Mémorial C n<sup>o</sup> 1532 du 24 octobre 2002, modifiée par devant le même notaire, de résidence à Luxembourg, en date du 25 juin 2004, acte publié au Mémorial C n<sup>o</sup> 991 du 6 octobre 2004.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 décembre 2007.

Pour GEOFINANCE  
INTERFIDUCIAIRE S.A.  
Signature

Référence de publication: 2008007313/1261/23.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2007, réf. LSO-CL07642. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080001841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2008.

**Breva S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 134.783.

STATUTS

L'an deux mille sept, le cinq décembre.

Par-devant Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven.

Ont comparu:

1. EUROPEAN TIME MANAGEMENT S.A., avec siège social à Road Town, Omar Hodge Building, Wickham's Cay, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques, IBC numéro 200792 ici représentée par la FIDUCIAIRE EUROLUX S.A., elle-même représentée par Monsieur Régis Lux, juriste, demeurant professionnellement au 196, rue de Beggen à L-1220 Luxembourg, en vertu d'une procuration déposée au rang des minutes du notaire instrumentant et;



2. ST THOMAS ASSET MANAGEMENT LTD avec siège social à Road Town, Omar Hodge Building, Wickham's Cay, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques, IBC numéro 308077 ici représentée par la FIDUCIAIRE EUROLUX S.A., elle-même représentée par Monsieur Régis Lux, précité, en vertu d'une procuration déposée au rang des minutes du notaire instrumentant.

Lesquelles comparantes, aux termes de la capacité avec laquelle elles agissent, ont requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'elles déclarent constituer entre elles:

### **Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme, sous la dénomination de BREVA S.A.

La Société peut avoir un associé unique ou plusieurs actionnaires. Tant que la Société n'a qu'un actionnaire unique, la Société peut être administrée par un administrateur unique seulement, qui n'a pas besoin d'être l'associé unique de la Société.

**Art. 2.** Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré dans tout autre endroit du Luxembourg par une décision de l'assemblée générale des actionnaires.

**Art. 3.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4.** La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations. La Société peut également garantir, accorder des prêts ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

Un objet supplémentaire de la Société est, soit au Grand-Duché de Luxembourg soit à l'étranger, et pour son propre compte, l'acquisition et la vente de biens immobiliers ainsi que toutes les opérations liées à des biens immobiliers, comprenant la prise de participations directes ou indirectes dans des sociétés au Luxembourg ou à l'étranger dont l'objet principal consiste dans l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers.

La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de ses objets.

**Art. 5.** Le capital social de la Société est fixé à trente et un mille euros (31.000,- €) représenté par trois mille cent (3.100) actions d'une valeur nominale de dix euros (10,- €) chacune.

Les actions de la Société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

La Société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

### **Administration - Surveillance**

**Art. 6.** Si la Société est constituée par un actionnaire unique ou si, à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est établi que la Société a un actionnaire unique, la Société peut être administrée par un administrateur, appelé «administrateur unique», jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Si la Société a plus d'un actionnaire, la Société sera administrée par un conseil d'administration comprenant au moins trois membres, lesquels ne seront pas nécessairement actionnaires de la Société. Dans ce cas, l'assemblée générale doit nommer au moins 2 (deux) nouveaux administrateurs en plus de l'administrateur unique en place. L'administrateur unique ou, le cas échéant, les administrateurs seront élus pour un terme ne pouvant excéder six ans et ils seront rééligibles.

Toute référence dans les statuts au conseil d'administration sera une référence à l'administrateur unique (lorsque la Société a un associé unique) tant que la Société a un associé unique.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur de la Société, la personne morale doit désigner un représentant permanent qui représentera la personne morale conformément à l'article 51bis de la loi luxembourgeoise en date du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée.

Le(s) administrateur(s) seront élus par l'assemblée générale. Les actionnaires de la Société détermineront également le nombre d'administrateurs, leur rémunération et la durée de leur mandat. Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision de l'assemblée générale.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de retraite ou toute autre cause, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir au remplacement du poste devenu vacant jusqu'à la prochaine assemblée générale de la Société. En l'absence d'administrateur disponible, l'assemblée générale devra être rapidement réunie par le commissaire aux comptes et se tenir pour nommer de nouveaux administrateurs.

**Art. 7.** Le conseil d'administration ou, le cas échéant, l'administrateur unique est investi des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes d'administration ou de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale, tombent sous la compétence du conseil d'administration ou de l'administrateur unique selon les cas.

**Art. 8.** Le conseil d'administration doit désigner parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion sera conférée à un administrateur présent. Le premier président sera exceptionnellement nommé par l'assemblée générale extraordinaire de constitution.

Tout administrateur pourra se faire représenter aux conseils d'administration en désignant par écrit soit en original, soit par téléfax ou télégramme un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur peut représenter un ou plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à la réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les administrateurs participant à la réunion du conseil d'administration peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion du conseil d'administration peut entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion du conseil d'administration est retransmise en direct et (iv) les membres du conseil d'administration peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion du conseil d'administration par un tel moyen de communication équivaudra à une participation en personne à une telle réunion.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer et/ou agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à une réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés. Au cas où lors d'une réunion, il existerait une parité des votes pour et contre une résolution, la voix du président de la réunion sera prépondérante.

Le conseil d'administration peut, à la l'unanimité, adopter une résolution par circulaire pourvu qu'elle ait été expressément approuvée par écrit, par câble, télégramme, télex, télécopie, ou par tout autre moyen de communication similaire, et confirmée par écrit. L'ensemble de ces documents constituera le procès-verbal justifiant de l'adoption de la résolution.

Les résolutions prises par l'administrateur unique auront la même autorité que les résolutions prises par le conseil d'administration et seront constatées par des procès verbaux, qui sont signés par l'administrateur unique, et dont les copies ou extraits pourront être produits en justice ou autrement.

**Art. 9.** Le conseil d'administration peut déléguer ses pouvoirs de gestion journalière et les affaires courantes de la Société ainsi que la représentation de la Société dans cette gestion et ces affaires, à un des membres du conseil d'administration.

Le conseil d'administration ou, le cas échéant, l'administrateur unique peut en outre conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toute personne, qui n'a pas besoin d'être administrateur, et nommer et révoquer tous agents et employés et fixer leurs émoluments.

**Art. 10.** La Société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux administrateurs de la Société, ou par la signature unique de l'administrateur-délégué dans les limites de la gestion journalière, ou, le cas échéant par la signature de l'administrateur unique, ou par la signature conjointe ou unique de toute personne à laquelle un tel pouvoir de signature a été délégué par le conseil d'administration ou l'administrateur unique selon le cas.

**Art. 11.** La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six années, rééligibles et toujours révocables.

### **Année sociale - Assemblée générale**

**Art. 12.** L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

**Art. 13.** Pour le cas où il n'y aurait qu'un seul actionnaire (l'associé unique), celui-ci exercera, au cours des assemblées générales dûment tenues, tous les pouvoirs revenant à l'assemblée générale des actionnaires en vertu de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires, lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et lorsqu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Tout actionnaire de la Société peut participer à l'assemblée générale par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les actionnaires participant à la réunion de l'assemblée générale peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion de l'assemblée générale peut entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion de l'assemblée générale est retransmise en direct et (iv) les actionnaires peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion de l'assemblée générale par un tel moyen de communication équivaudra à une participation en personne à une telle réunion.

**Art. 14.** L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

**Art. 15.** L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique selon les cas est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

**Art. 16.** L'assemblée générale annuelle se tiendra de plein droit le deuxième vendredi du mois de juin à 15.30 heures au siège social ou à tout autre endroit de la commune du siège social à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 17.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

#### *Dispositions transitoires*

1) Exceptionnellement, le premier exercice social commencera à courir du jour de la constitution de la prédite société, jusqu'au 31 décembre deux mille 2008.

2) La première assemblée générale annuelle se tiendra en deux mille neuf.

#### *Souscription - Libération*

Les statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, les comparantes préqualifiées déclarent souscrire les actions comme suit:

	Actions
1) EUROPEAN TIME MANAGEMENT S.A., précitée . . . . .	1.550
2) ST THOMAS ASSET MANAGEMENT LTD, précitée . . . . .	1.550
Total: mille actions . . . . .	3.100

Toutes les actions ont été libérées intégralement par des versements en espèces de sorte que la somme de trente et un mille euros (31.000,- €) se trouve maintenant à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné.

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

#### *Estimation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à mille quatre cents euros (EUR 1.400,-).

#### *Assemblée générale extraordinaire*

Les comparantes préqualifiées, représentant l'intégralité du capital souscrit, se considérant comme dûment convoquées, se sont ensuite constituées en assemblée générale extraordinaire. Après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, elles ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires à un (1).

2. Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:

- Monsieur Alhard von Ketelhodt, expert-comptable, né le 27 mai 1961 à Bochum (D) et demeurant professionnellement à L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen, qui est également désigné président du conseil d'administration.

- Monsieur Carsten Söns, juriste, né le 16 novembre 1975 à Düsseldorf (D) demeurant professionnellement au 196, rue de Beggen à L-1220 Luxembourg.

- Monsieur Régis Lux, juriste, né le 11 octobre 1969 à Hayange demeurant professionnellement au 196, rue de Beggen à L-1220 Luxembourg.

3.- Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:

EUROPEAN AUDIT Sàrl, avec siège social à L-7390 Blaschette, 11, rue Hiel, RCS Luxembourg B numéro 50.956.

4. Les mandats des administrateurs et commissaire aux comptes seront de six années et prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an deux mille treize.

5. Le siège social est fixé à l'adresse suivante: 196, rue de Beggen à L-1220 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes, connu du notaire par ses nom, prénoms usuels, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: R. Lux, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2007, LAC/2007/40142. - Reçu 310 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 3 janvier 2008.

P. Bettingen.

Référence de publication: 2008007352/202/184.

(080002688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2008.

---

**Société Immobilière du Lycée S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2610 Luxembourg, 184, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 104.688.

Constituée pardevant M<sup>e</sup> Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 16 novembre 2004, acte publié au Mémorial C n<sup>o</sup> 231 du 15 mars 2005.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 décembre 2007.

*Pour SOCIETE IMMOBILIERE DU LYCEE S.à r.l.*

INTERFIDUCIAIRE S.A.

Signature

Référence de publication: 2008006639/1261/17.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2007, réf. LSO-CL07647. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080001323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

---

**Groupe Automobiles C.R S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2441 Luxembourg, 285, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 103.074.

Les comptes annuels abrégés de la société au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2008.

*Pour la société*

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2008006510/7753/16.

Enregistré à Luxembourg, le 4 janvier 2008, réf. LSO-CM01222. - Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080001783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

---

**Leris S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 106.875.

Les comptes annuels abrégés de la société au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2008.

*Pour la société*

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2008006511/7753/16.

Enregistré à Luxembourg, le 4 janvier 2008, réf. LSO-CM01219. - Reçu 89 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080001781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

---

**Agence Immobilière du Limpertsberg, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 47, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 101.167.

Les comptes annuels abrégés de la société au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2008.

*Pour la société*

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2008006512/7753/16.

Enregistré à Luxembourg, le 4 janvier 2008, réf. LSO-CM01216. - Reçu 89 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080001780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

---

**Clestra S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1128 Luxembourg, 39, Val Saint André.

R.C.S. Luxembourg B 58.329.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008006513/780/12.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2007, réf. LSO-CL07721. - Reçu 26 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080001319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

---

**Fin-S S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 113.744.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008006514/780/12.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2007, réf. LSO-CL07726. - Reçu 26 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080001315) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

---

**Kasomar Holding II Aktiengesellschaft, Société Anonyme.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 37.881.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008006515/780/12.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2007, réf. LSO-CL07735. - Reçu 28 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080001355) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

---

**Galden S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 117.543.

Le bilan au 30 juin 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008006516/780/12.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2007, réf. LSO-CL07725. - Reçu 26 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080001354) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

---

**Efitem S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 117.544.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008006517/780/12.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2007, réf. LSO-CL07728. - Reçu 26 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080001352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

---

**Madras Investments Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 109.360.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008006518/780/12.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2007, réf. LSO-CL07736. - Reçu 26 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080001348) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

---

**Bifund S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 105.561.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008006519/780/12.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2007, réf. LSO-CL07733. - Reçu 26 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080001345) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

---

**Onemore S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.  
R.C.S. Luxembourg B 68.279.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008006520/780/12.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2007, réf. LSO-CL07732. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080001342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

---

**Georse 7, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8264 Mamer, 21, Ro'dewé.  
R.C.S. Luxembourg B 75.867.

Constituée pardevant M<sup>e</sup> Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange, en date du 14 avril 2000, acte publié au Mémorial C n<sup>o</sup> 665 du 16 septembre 2000, modifiée pardevant le même notaire en date du 25 juin 2004, acte publié au Mémorial C n<sup>o</sup> 991 du 6 octobre 2004.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de publication au Mémorial Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 décembre 2007.

Pour GEROSE 7

INTERFIDUCIAIRE S.A.

Signature

Référence de publication: 2008006642/1261/18.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2007, réf. LSO-CL07667. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080001331) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

---

**American Malls (Europe) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.  
R.C.S. Luxembourg B 106.130.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008006521/780/12.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2007, réf. LSO-CL07731. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080001337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

---

**Creative Concept Company GmbH, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.  
R.C.S. Luxembourg B 87.429.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008006522/780/12.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2007, réf. LSO-CL07730. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080001335) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

---

**N.V. Réalisations S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.  
R.C.S. Luxembourg B 107.416.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008006523/780/12.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2007, réf. LSO-CL07729. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080001333) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

---

**Cape S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5865 Alzingen, 37, rue de Roeser.  
R.C.S. Luxembourg B 35.292.

Constituée par-devant M<sup>e</sup> Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, en date du 18 octobre 1990, acte publié  
au Mémorial C n<sup>o</sup> 147 du 25 mars 1991.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 décembre 2007.

Pour extrait sincère et conforme

Pour CAPE S.A.

INTERFIDUCIAIRE S.A.

Signature

Référence de publication: 2008006645/1261/18.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2007, réf. LSO-CL07686. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080001339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

---

**LAR Participations S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.  
R.C.S. Luxembourg B 100.646.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008006524/780/12.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2007, réf. LSO-CL07722. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080001378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

---

**Copinvesting Immobilière S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.  
R.C.S. Luxembourg B 73.591.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008006525/780/12.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2007, réf. LSO-CL07723. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080001372) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

---



**ETE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.  
R.C.S. Luxembourg B 26.922.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008006526/780/12.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2007, réf. LSO-CL07738. - Reçu 26 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080001369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

---

**Nutritional Technology Development S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 37, allée Scheffer.  
R.C.S. Luxembourg B 83.116.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 4 juin 2007*

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes sont venus à échéance. Monsieur Norbert Schmitz et les sociétés S.G.A. SERVICES S.A. et FMS SERVICES S.A. sont réélus Administrateurs pour une nouvelle période de 6 ans. Monsieur Eric Herremans est réélu Commissaire aux Comptes pour une nouvelle période de 6 ans.

*Pour la société*

*NUTRITIONAL TECHNOLOGY DEVELOPMENT S.A.*

*S G A SERVICES S.A.*

*Administrateur*

*Signatures*

Référence de publication: 2008006654/1023/18.

Enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 2007, réf. LSO-CL06762. - Reçu 14 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080001450) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

---

**Blue Power S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.  
R.C.S. Luxembourg B 123.317.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008006527/780/12.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2007, réf. LSO-CL07727. - Reçu 24 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080001366) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

---

**Monazur S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.  
R.C.S. Luxembourg B 105.118.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008006528/780/12.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2007, réf. LSO-CL07724. - Reçu 26 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080001357) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

---

**Immofinanz S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 117, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 86.809.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2008.

*Pour la société*

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2008006529/1123/15.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2007, réf. LSO-CL07494. - Reçu 16 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

---

(080001417) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

---

**Immofinanz S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 117, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 86.809.

Le bilan au 31 décembre 2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2008.

*Pour la société*

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2008006530/1123/15.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2007, réf. LSO-CL07496. - Reçu 16 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

---

(080001415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

---

**Theophyllia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1750 Luxembourg, 66, avenue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 114.233.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 janvier 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008006531/1012/12.

Enregistré à Luxembourg, le 2 janvier 2008, réf. LSO-CM00252. - Reçu 26 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

---

(080001503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

---

**Mortaguense S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-5540 Remich, 1, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 86.044.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Référence de publication: 2008006532/3454/10.

Enregistré à Luxembourg, le 3 janvier 2008, réf. LSO-CM00397. - Reçu 20 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

---

(080001549) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

---

**Dimo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5681 Dalheim, 12, Om Flourer.

R.C.S. Luxembourg B 50.079.

—  
Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Référence de publication: 2008006533/3454/10.

Enregistré à Luxembourg, le 3 janvier 2008, réf. LSO-CM00393. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

---

(080001547) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

**Serplus S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5681 Dalheim, 12, Om Flourer.

R.C.S. Luxembourg B 22.110.

—  
Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Référence de publication: 2008006534/3454/10.

Enregistré à Luxembourg, le 3 janvier 2008, réf. LSO-CM00390. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

---

(080001544) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

**Bitra Electronique S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 12.456.

—  
Le bilan au 30 septembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 janvier 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008006538/510/12.

Enregistré à Luxembourg, le 21 décembre 2007, réf. LSO-CL05989. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

---

(080001601) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

**Elvire S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9211 Diekirch, 5, place Joseph Bech.

R.C.S. Luxembourg B 97.369.

—  
Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Référence de publication: 2008006535/3454/10.

Enregistré à Luxembourg, le 3 janvier 2008, réf. LSO-CM00385. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

---

(080001539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

**Sport Mode S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9217 Diekirch, 8, rue du Curé.

R.C.S. Luxembourg B 108.832.

—  
Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Référence de publication: 2008006536/3454/10.

Enregistré à Luxembourg, le 3 janvier 2008, réf. LSO-CM00384. - Reçu 30 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

---

(080001536) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

**Munnerefer Stuff S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5650 Mondorf-les-Bains, 5, route de Remich.

R.C.S. Luxembourg B 52.310.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Référence de publication: 2008006537/3454/10.

Enregistré à Luxembourg, le 3 janvier 2008, réf. LSO-CM00383. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080001532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

**Prolibra S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 106.256.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 janvier 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008006539/510/12.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2007, réf. LSO-CL07584. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080001598) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

**Parquet Bembé S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 179, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 14.814.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 janvier 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008006540/510/12.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2007, réf. LSO-CL07587. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080001597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

**Lorentz S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5280 Sandweiler, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 71.179.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 janvier 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008006541/510/12.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2007, réf. LSO-CL07589. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080001593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

**Lorentz S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5280 Sandweiler, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 71.179.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 janvier 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008006542/820/12.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2007, réf. LSO-CL07593. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080001591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

---

**Maintenance Industrielle Générale S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5280 Sandweiler, Zone Industrielle Schaedhaff.

R.C.S. Luxembourg B 59.659.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 janvier 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008006544/510/12.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2007, réf. LSO-CL07599. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080001588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

---

**Ganeça Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 57.432.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 9 mai 2007*

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes sont venus à échéance. Monsieur Norbert Schmitz et les sociétés S.G.A. SERVICES S.A. et FMS SERVICES S.A. sont réélus Administrateurs pour une nouvelle période de 6 ans. Monsieur Eric Herremans est réélu Commissaire aux Comptes pour une nouvelle période de 6 ans.

*Pour la société*

GANECA HOLDING S.A.

S G A SERVICES S.A.

*Administrateur*

Signatures

Référence de publication: 2008006655/1023/18.

Enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 2007, réf. LSO-CL06755. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080001472) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

---

**Maintenance Industrielle Générale S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5280 Sandweiler, Zone Industrielle Schaedhaff.

R.C.S. Luxembourg B 59.659.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 janvier 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008006545/510/12.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2007, réf. LSO-CL07603. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080001584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

---

**Dimaleo S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 73.062.

Le bilan au 30 juin 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, Société Anonyme

*Banque domiciliataire*

Signatures

Référence de publication: 2008006547/24/14.

Enregistré à Luxembourg, le 3 janvier 2008, réf. LSO-CM00465. - Reçu 30 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080001577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

---

**Fimassi Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 59.555.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, Société Anonyme

*Banque domiciliataire*

Signatures

Référence de publication: 2008006548/24/14.

Enregistré à Luxembourg, le 3 janvier 2008, réf. LSO-CM00469. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080001566) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

---

**Addenda S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 66.947.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, Société Anonyme

*Banque domiciliataire*

Signatures

Référence de publication: 2008006550/24/14.

Enregistré à Luxembourg, le 3 janvier 2008, réf. LSO-CM00471. - Reçu 40 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080001559) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

---

**S.E.A. - Société Européenne d'Alimentation S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 33.931.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, Société Anonyme

*Banque Domiciliataire*

Signatures

Référence de publication: 2008006552/24/14.

Enregistré à Luxembourg, le 3 janvier 2008, réf. LSO-CM00472. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080001556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

---

**Joben S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8069 Bertrange, 19, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 108.237.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008006553/1241/12.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2007, réf. LSO-CL07805. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080001670) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

---

**Lucon Finances S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 83.907.

Le bilan et l'annexe au 30 septembre 2007 ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour LUCON FINANCES S.A.*

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2008006555/45/15.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2007, réf. LSO-CL07502. - Reçu 36 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080001662) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

---

**Macquarie Global Real Estate Advisors (Lux) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 68.184.

Le bilan au 30 juin 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour MACQUARIE GLOBAL REAL ESTATE ADVISORS (LUX) S.A.*

Signature

Référence de publication: 2008007151/3648/13.

Enregistré à Luxembourg, le 24 décembre 2007, réf. LSO-CL06377. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080001976) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2008.

---

**Capmagella Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 89.686.

*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 20 novembre 2007*

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes sont venus à échéance. Monsieur Norbert Schmitz et les sociétés S.G.A. SERVICES S.A. et FMS SERVICES S.A. sont réélus Administrateurs pour une nouvelle période de 6 ans. Monsieur Eric Herremans est réélu Commissaire aux Comptes pour une nouvelle période de 6 ans.

*Pour la société*

*CAPMAGELLA HOLDING S.A.*

*S G A SERVICES S.A.*

*Administrateur*

*Signatures*

Référence de publication: 2008006656/1023/18.

Enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 2007, réf. LSO-CL06752. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080001475) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

---

**Undercarriage Participation S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 71.486.

—  
EXTRAIT

Le Conseil d'administration, réuni en date du 29 novembre 2007 au siège social de la société, a élu en son sein Monsieur Antonio Ventura, né à Monteggio (Italie) le 24 février 1962, expert fiscal, domicilié professionnellement au 1, viale Carlo Cattaneo, CH-6900 Lugano (Suisse), comme président du Conseil d'administration avec effet immédiat.

Monsieur Ventura sera partant administrateur et président du Conseil d'administration. La société est valablement engagée par la signature conjointe de 2 administrateurs.

Luxembourg, le 6 décembre 2007.

Pour extrait conforme

UNDERCARRIAGE PARTICIPATION S.A.

Signature

Un administrateur

Référence de publication: 2008006682/693/20.

Enregistré à Luxembourg, le 14 décembre 2007, réf. LSO-CL04345. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080001714) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

---

**JP Residential II S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5367 Schuttrange, 80B, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 104.276.

—  
*Auszug der Beschlüsse vom 23. Mai 2007*

Die Generalversammlung der Aktionäre hat beschlossen die Mandate als Verwaltungsmitglieder der Gesellschaft von:

- AIM SERVICES S.à r.l.

- Herrn Karl-Erbo Graf Kageneck

- Herrn Daniel Graf von der Schulenburg

bis zu der Generalversammlung der Aktionäre, die über das Geschäftsjahr zum 31. Dezember 2007, zu verlängern.

Zum Vermerk zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

JP RESIDENTIAL II S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2008006678/250/18.

Enregistré à Luxembourg, le 4 janvier 2008, réf. LSO-CM00916. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080001655) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

---

**EB8 Finland Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 130.410.

—  
Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 novembre 2007.

M. Schaeffer

Notaire

Référence de publication: 2008006757/5770/12.

(080001276) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2008.

---